

LA PRESSE



Nicolò Milioto

COMMISSION
CHARBONNEAU
**MILIOTO
ACCEPTAIT
SON RÔLE
SANS POSER DE
QUESTIONS**

PAGES A6 ET A7

IMAGE TIRÉE D'UNE VIDÉO DE LA PRESSE



CANADIEN 3
HURRICANES 0

**QUATRIÈME
VICTOIRE
DE SUITE**

SPORTS

Max Pacioretty a marqué son premier but de la saison hier... du centre de la patinoire!

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE



APPRENDRE LA VIE À LA DPJ

Négligés, agressés ou abandonnés par leurs parents depuis des années, des adolescents tentent de reprendre une vie normale avec l'aide de la DPJ. Aussi normale que le permettent les cicatrices laissées par leur passé.

PAGES A2 ET A3

PHOTO OLIVIER JEAN, LA PRESSE



**SANS
PERRUQUE NI
MAQUILLAGE**

Tanya St Arnaud tenait à témoigner au naturel, hier, devant son ex-conjoint, accusé de l'avoir aspergée d'acide. PAGE A10

PHOTO OLIVIER PONTBRIAND, LA PRESSE



**PATRICK LAGACÉ ET L'ASTRONAUTE
CHANTANT MOUSTACHU** PAGE A13

**FRANCIS VAILLES ET LES CACHETTES
FINANCIÈRES DES ORGANISMES PUBLICS
AFFAIRES**

EXCLUSIF
DU VIEUX-PORT AU
PARC DES ÎLES
EN 5 MINUTES
PAGE A5

EXCLUSIF
LES POLICIERS
DU SPVM
MENACÉS
PAGE A12



PHOTO CARLOS GARCIA RAWLINS, REUTERS

Des centaines de partisans ont célébré dans les rues de Caracas le retour du président du Venezuela.

LE RETOUR DE CHAVEZ
PAGE A19

sunwing.ca
FORT LAUDERDALE FLORIDE
VOLS HEBDOMADAIRES AU DÉPART DE MONTRÉAL
6 AU 23 MARS (ALLER-RETOUR) À PARTIR DE **520\$** PAR PERSONNE - TAXES INCLUSES
Contactez votre agence de voyages ou visitez le www.sunwing.ca. Titulaire d'un permis du Québec. 18/02/2013

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE
Bachand a financé le PQ jusqu'en 2003. Et si Couillard est élu, ce ne serait pas étonnant qu'il recommence.
Venez voir mon blogue! www.lapresse.ca/laporte

LV 621 924 987 651

OSM ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE MONTRÉAL
Présenté par **Hydro Québec**

Concert, radiroman, entrevues, chroniques culturelles et plus encore!

FRÉQUENCE OSM

LA MAISON SYMPHONIQUE TRANSFORMÉE EN STUDIO RADIO!

PRÉSENTÉ PAR ESPACE MUSIQUE

SAMEDI 16 MARS 14 H

Collaborateur de saison **BANQUE NATIONALE**
LOTTO QUÉBEC
Loto-Québec, organisme bénéficiaire FOSM.
Conseil des Arts
Canada Council
LA PRESSE

MAISON SYMPHONIQUE DE MONTRÉAL
OSM.CA
514 842-9951

BILLETTS À PARTIR DE **35\$** TAXES EN SUS

ESPACE MUSIQUE OFFICIEL

ACTUALITÉS

MISSION: RECONSTRUIRE DES ENFANTS

Ils ont été si maltraités que le tribunal a ordonné qu'ils soient placés jusqu'à leur majorité

Ils sont âgés de 13 à 17 ans. Tous ont été négligés, agressés ou abandonnés par leurs parents. À 18 ans, alors que la plupart des jeunes de leur âge restent dans le confort du nid familial, ils seront forcés de voler de leurs propres ailes. Pour qu'ils ne se retrouvent pas dans la rue avec rien d'autre qu'un sac vert contenant leurs maigres possessions, un nouveau programme de la Direction de la protection de la jeunesse les prépare à faire le grand saut. *La Presse* a passé plusieurs jours dans une maison qui héberge ces jeunes laissés pour compte à Montréal.



GABRIELLE DUCHAINE

On parle de sport à la table de la salle à manger. Le nœud de la discussion consiste à déterminer qui, de Cristiano Ronaldo ou de Lionel Messi, est le meilleur joueur de soccer. Pendant que les garçons enchaînent les arguments avec vigueur, les filles lèvent les yeux au ciel en signe d'agacement. Le sujet ne leur plaît pas.

«C'est plate, j'aurais voulu aller souper chez mon ami», grogne Alyss*, 15 ans, en grignotant un morceau de laitue d'un air boudeur. «Il est tellement beau. Et tellement bon au lit», chuchote-t-elle en lançant un clin d'œil à sa voisine.

«Bon, pas besoin de recommencer à nous raconter ta vie sexuelle. On sait que t'aimes ça et on veut pas en entendre parler», répond l'autre. Loin de se laisser démonter, Alyss

en remet en lâchant quelques vulgarités.

«O.K., les filles, on change de sujet», dit Valérie Martin, une des éducatrices qui supervisent les jeunes pensionnaires. «Alyss, c'est ton tour de faire la vaisselle», affirme-t-elle d'un ton sans appel en montrant du doigt la cuisine. L'adolescente se met en route d'un pas traînant. En quelques secondes à peine, la situation a failli tourner au vinaigre.

Ce n'est pas étonnant. Ils sont sept à cohabiter dans cette maison d'un quartier résidentiel du sud de Montréal: trois garçons et quatre filles âgés de 14 à 17 ans. Deux autres, plus jeunes, devraient venir s'installer pour de bon d'ici quelques mois.

Les filles dorment en haut; les garçons au sous-sol. La plupart ont leur propre chambre, sauf deux des filles, qui en partagent une. Des chambres d'adolescents tout à fait normales, d'ailleurs, avec des affiches aux murs, des rideaux colorés et des tonnes de disques, de photos, de livres et de vêtements

qui traînent un peu partout. Au rez-de-chaussée: une cuisine, une salle à manger et un salon à aire ouverte, une salle de lavage et une salle d'ordinateur, qui sert surtout à jouer à des jeux vidéo. Le Xbox, on se l'arrache. La télé aussi. À première vue, rien ici, ni dedans ni dehors, ne laisse deviner qui y habite.

Défi de taille

Nous sommes dans une des trois ressources intermédiaires de l'île qui, depuis 2009, ont la mission de préparer à la vie adulte les jeunes les plus seuls et les plus isolés de la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ). Le défi est de taille. La plupart des résidents vivent loin de leurs parents depuis la petite enfance. Ils ont été si maltraités que le tribunal a ordonné qu'ils soient placés jusqu'à leur majorité. Une mesure extrême dont font actuellement l'objet quelque 1000 mineurs dans la métropole.

La majorité d'entre eux vivent chez un proche ou dans une famille d'accueil, mais quelques-uns, trop turbulents ou trop accaparants, n'y ont pas eu de place. «Ils ont des troubles d'attachement, des problèmes de consommation, des comportements agressifs ou impulsifs», explique Gilles Lalande, propriétaire de deux des trois foyers qui accueillent ces laissés pour compte.

Prenons Alexander*, 17 ans. Placé depuis l'âge de 3 ans parce que sa mère est schizophrène, il vit au foyer Lalande depuis quatre ans. «Plus jeune, j'avais des gros problèmes d'anxiété, dit-il. Je n'arrivais pas à me retrouver en public. Même prendre le métro, ça me stressait.» Il a aussi été violent. «J'ai déjà menacé la mère d'une de mes familles d'accueil avec un bâton de hockey.» Il a dû déménager.

Après avoir été ballotté d'une famille d'accueil à l'autre, le garçon, comme ses actuels colocataires, a échoué entre les murs impersonnels d'un centre jeunesse. Il n'y a pas si longtemps, il y serait probablement resté toute sa vie. Plus maintenant.

«Nous voulions offrir aux jeunes [comme lui] le milieu de vie le plus normal possible dans un contexte qui ressemble au maximum à un milieu de vie familial, explique Nathalie Bibeau, directrice des services en milieu de vie au centre



jeunesse de Montréal. Le but est de développer leur indépendance et leur autonomie.»

En effet, une fois majeurs, ils ne pourront compter que sur eux-mêmes. Certains ont gardé contact avec des membres de leur famille, mais ces derniers n'ont pas pu, ou n'ont pas voulu, les prendre en charge. Les autres n'ont personne.

Tout à apprendre

Sans modèles familiaux, ils ont tout à apprendre: rendre leurs devoirs à temps, laver leurs vêtements et ramasser leur chambre, faire le ménage et la cuisine, prendre rendez-vous chez le médecin, tenir un budget, ouvrir un compte de banque, recevoir des amis à la maison, trouver un emploi, faire l'épicerie... Au foyer, comme dans n'importe quelle famille, les adolescents peuvent sortir, aller chez des amis, même dormir ailleurs. Du moment qu'ils demandent la permission avant.

«En gros, on essaie de leur montrer à devenir quelqu'un», dit Hérold Paul, membre de l'équipe d'éducateurs qui partagent le quotidien des jeunes du matin au soir (des surveillants de nuit assurent une présence dans la maison après minuit). Ce soir, c'est lui qui a préparé le souper. Du ragoût. Comme chaque jour, un jeune avait pour tâche de l'aider. Un

autre devra laver la vaisselle après le repas. Ce sont aussi les adolescents qui s'occupent du ménage. Des feuilles collées sur un mur, dans chaque pièce, servent d'aide-mémoire.

«On ne pourra jamais remplacer leurs parents, mais on peut quand même leur servir d'exemple et leur montrer un chemin qui n'est justement pas celui emprunté par leurs parents», souligne Hérold Paul. Aujourd'hui, il discute avec Anastasia* de son emploi étudiant. À la suite de ses conseils, la jeune femme a commencé il y a plusieurs mois à travailler chez McDonald's. À l'époque, elle n'a pas dit qu'elle vivait dans un foyer. Ça aurait nui à sa candidature, croit son éducateur.

«La job est plate, mais au moins, ça me fait de l'argent de poche», dit-elle. Elle suit maintenant une formation pour devenir monitrice de camp de jour.

«Il n'y a pas si longtemps, Anastasia ne décrochait même pas le téléphone pour prendre un rendez-vous, raconte Gilles Lalande. En fait, au début, aucun de nos jeunes ne sortait seul. Maintenant, ils vont chez leurs amis, au dépanneur, à la bibliothèque, chez leurs amis.»

*Les noms ont été modifiés pour protéger les jeunes. Ils ont choisi eux-mêmes leur pseudonyme.

CHÂTEAU D'IVOIRE
JOAILLIERS

MONTREAL • 2020 RUE DE LA MONTAGNE, 514 845 4651
SANS-FRAIS 1 888 883 8283
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

SOMMAIRE

Amusez-vous!	ARTS 6
Astrologie du jour	AFFAIRES 10
Débats	A 20 et 21
Décès	AFFAIRES 10
Horaire télévision	ARTS 4

Loteries	A 14
Monde	A 16, 18 et 19
Petites annonces	AFFAIRES 4 et 9
Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

Passages nuageux, suivis de pluie verglaçante, maximum 0, minimum -4. AFFAIRES 9



Les jeunes hébergés apprennent à se prendre en mains.

PHOTOS OLIVIER JEAN, LA PRESSE



Moment de discussion avec les intervenants dans une maison d'un quartier résidentiel du sud de Montréal qui héberge des adolescents délaissés.

Qu'est-ce qu'un placement jusqu'à majorité ?

Seul un juge peut ordonner qu'un enfant soit placé en famille d'accueil ou en centre jeunesse jusqu'à ses 18 ans. Pour qu'il en arrive à une décision aussi radicale, tout doit avoir été tenté pour aider les parents et maintenir l'enfant dans sa famille, explique Jocelyne Boudreault, porte-parole des centres jeunesse de Montréal. Les raisons qui motivent un placement jusqu'à la majorité sont nombreuses. Dans certains cas, les parents ont carrément abandonné l'enfant. Parfois, ils souffrent de troubles psychologiques graves ou de problèmes de toxicomanie ou d'itinérance qui ne se résorbent pas depuis plusieurs années. Dans d'autres cas, l'enfant est placé depuis quelques années, mais sa situation familiale ne s'est pas améliorée entre-temps. Attention: un placement permanent ne signifie pas que l'enfant n'a plus le droit de voir ses parents. Il ne vit simplement plus avec eux. À Montréal, les jeunes qui font l'objet de cette mesure représentent moins de 1% des enfants recevant des services de la Direction de la protection de la jeunesse.

— Gabrielle Duchaine

+ Série

À lire demain : réussir dans l'adversité.

Malgré leur lourd passé, plusieurs jeunes de la DPJ arrivent à atteindre l'excellence et à se tailler une place parmi les meilleurs de leur discipline. Aussi, le portrait d'un jeune homme qui a passé son adolescence dans un foyer de développement de l'autonomie. Deux ans après avoir fait le grand saut, comment va-t-il ?

La crainte... et le bonheur d'avoir 18 ans

GABRIELLE DUCHAINE

Dans moins d'un an, Anastasia aura 18 ans. Un moment qu'elle redoute autant qu'elle attend.

La jeune femme vit ici depuis qu'elle a 14 ans. Sa mère est en Haïti. Son père, avec qui elle a quitté son pays natal lorsqu'elle était enfant, la violait. Elle l'a dénoncé en plein examen, à l'école primaire. Elle n'a plus jamais eu de contact avec lui. « Il est mort l'an dernier, dit-elle. Je n'aurais jamais pensé que ça m'affecterait, mais j'ai eu de la peine. »

Anastasia est donc une vraie orpheline. Le foyer, c'est chez elle, et elle angoisse à l'idée de partir.

« Elle a un très grand potentiel, mais elle n'y croit pas, parce que la vie a fait en sorte qu'elle se retrouve dans une situation plate », explique Hérold Paul, l'éducateur qui lui est attaché.

L'adolescente et lui entament la dernière ligne droite pour qu'elle soit fin prête à faire le grand saut. « On essaie de voir quel est le meilleur cégep pour l'inscrire, raconte l'éducateur. Elle voudrait déménager à côté de l'école pour pouvoir y aller à pied, mais il faudra voir le prix des loyers. »

Depuis plus d'un an maintenant, sa protégée allie études et travail. Elle met beaucoup d'argent de côté. « Hérold m'a appris à magasiner dans les friperies pour économiser. Il m'a aussi accompagnée à la banque pour m'ouvrir un compte. » À la maison, elle cuisine et elle nettoie, même lorsque ce n'est pas son tour. « Le fait de travailler, ça lui a donné une discipline », note M. Paul, en la regardant frotter une plaque qui traîne dans l'évier.

Elle dit qu'elle n'aime pas l'école, mais elle réussit bien. Elle doit terminer son secondaire cette année. Si jamais elle ne le finit pas, elle pourra rester au foyer un an de plus, même si elle est majeure. Mais le but est qu'elle le termine.

« L'école, je trouve ça plate, mais je me force, parce que je veux réussir dans la vie. Je vais montrer à ma famille que je ne suis pas une bonne à rien, même s'ils m'ont laissé tomber. »

« Une fille comme moi, t'en verras nulle part ailleurs »

GABRIELLE DUCHAINE

Elle a choisi le nom fictif d'Alyss, comme le titre du livre de Patrick Senécal, son auteur préféré. Mais elle a insisté pour que ce soit écrit avec un « y » plutôt qu'avec un « i ». Plus artistique, selon elle.

Alyss, donc, a 15 ans. « Une fille comme moi, t'en verras nulle part ailleurs », a-t-elle lancé en guise de présentation. Sur son avant-bras, elle avait écrit en grosses lettres brillantes les paroles d'une chanson populaire: « *Bitches love cake* ». Et sur quatre phalanges de sa main gauche: SEXE. Elle avait aussi dessiné une longue cicatrice sur sa joue avec un crayon servant habituellement au contour des yeux, ce qui lui donnait l'air d'un des personnages animés japonais dont les visages décorent les murs de sa chambre.

L'adolescente habite au foyer depuis trois ans maintenant. Elle a été prise en charge par la

« C'est ma mère qui m'a retrouvée. Juste pour me dire qu'elle ne voulait rien savoir de moi. Je ne l'aime pas, ma mère. Je lui en veux et elle le sait. » — Alyss (nom fictif), 15 ans

Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) à l'âge de 2 ou 3 ans, elle ne se souvient plus exactement. Elle a ensuite vécu dans trois familles d'accueil différentes avant de se retrouver en centre jeunesse. Une de ses tantes a bien essayé de l'héberger, mais elle était trop turbulente. Elle y passe encore du temps, parfois.

Pourquoi as-tu été placée ? « Négligence », répond la pensionnaire comme on prononce un diagnostic. « Mes parents ne s'occupaient pas de nous. »

Elle a une sœur et un frère cadets, qu'elle ne voit pas. Elle avait aussi complètement perdu contact avec ses deux parents jusqu'à ce qu'elle crée un profil Facebook. L'internet lui a donné des nouvelles des deux.

« C'est ma mère qui m'a retrouvée. Juste pour me dire qu'elle ne voulait rien savoir de moi. Je ne l'aime pas, ma mère. Je lui en veux et elle le sait. »

En ce qui concerne son père, c'est elle qui a pris contact. Récemment, elle a commencé à lui rendre visite. Depuis, les choses sont plus difficiles au foyer. Elle fait des fugues et a même trouvé refuge chez lui durant une de ses cavales. « Il est super cool. Il me laisse faire ce que je veux. » Alyss aimerait vivre chez lui. Pour ce faire, il devra s'adresser au tribunal. Comme tous les résidents du foyer, sa fille fait l'objet d'un placement jusqu'à sa majorité. Jusqu'à maintenant, il n'a pas fait de démarches.



DÉCOUVRIR

NISSAN CASSE LA GLACE



Pathfinder platine 2013 illustré

LE NOUVEAU
PATHFINDER 2013
CAPACITÉS MAXIMALES

LOCATION À PARTIR DE
398\$¹ /60 MOIS
AVEC 1450\$ EN COMPTANT INITIAL

METTEZ-LE AU DÉFI MAINTENANT EN CONCESSION



Sentra 1.8 SR 2013 illustrée

SENTRA 2013 NOUVELLE DE A à Z

EN LOCATION À PARTIR DE
188\$¹ /60 MOIS

AVEC
0\$ EN COMPTANT INITIAL

MEILLEURE CONSOMMATION
COMBINÉE DE SA CATÉGORIE²



Rogue SL à traction intégrale 2013 illustré

ROGUE 2013 POLYVALENT. PERFORMANT. PALPITANT.

EN LOCATION À PARTIR DE
257\$¹ /60 MOIS
AVEC 1000\$ EN COMPTANT INITIAL

1500\$
DE REMISE À LA LOCATION POUR
LE ROGUE S À TRACTION AVANT 2013 INCLUS



Berline Altima 3.5 SL
2013 illustrée

BERLINE ALTIMA 2013 ENTIÈREMENT REPENSÉE

EN LOCATION À PARTIR DE
298\$¹ /60 MOIS

AVEC
0\$ EN COMPTANT INITIAL

MEILLEURE CONSOMMATION
SUR ROUTE DE SA CATÉGORIE²



VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE NISSAN DÈS AUJOURD'HUI OU CONSULTEZ NISSAN.CA POUR PLUS DE DÉTAILS^{^^}

L'Association des concessionnaires Nissan du Québec

Le programme « NISSAN CASSE LA GLACE » est en vigueur du 1er au 28 février 2013. Les offres de location sont disponibles uniquement auprès de Nissan Canada Finance pour une durée limitée, sont sujettes à l'approbation de crédit et sont exclusives. Tous les prix comprennent les frais de transport et de pré livraison, la taxe sur le climatiseur (si applicable), la taxe écologique sur les pneus neufs, les rabais du fabricant et les contributions des concessionnaires. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. Offres disponibles seulement chez les concessionnaires participants et pouvant faire l'objet de changements ou modifications sans préavis. Les concessionnaires peuvent louer à prix moindre. Visitez votre concessionnaire pour tous les détails. 1) Les offres de location sur 60 mois sont applicables aux modèles neufs suivants : Pathfinder S 4x2 2013 (5CSG73 AA00), avec boîte automatique/Sentra 1.8 S 2013 (C4LG53 AA00), avec boîte manuelle/berline Altima 2.5 2013 (T4LG13 AA00), avec boîte CVT/Rogue S à traction avant 2013 (W6RG13 AA00), avec boîte CVT. Mensualités de 398 \$/188 \$/298 \$/257 \$ pour un terme de 60 mois avec 1 450 \$/0 \$/0 \$/1 000 \$ en comptant initial ou échange équivalent et incluant 450 \$ en contribution des concessionnaires du Québec pour la berline Altima 2.5 2013 et 1 500 \$ de remise à la location pour le Rogue S à traction avant 2013. Taux de location de 3,9 %/1,9 %/2,9%/0,9%. L'obligation totale de location est de 25 332 \$/11 268 \$/17 866 \$/16 440 \$. Basé sur une allocation de 20 000 km par année avec 0,10 \$/km supplémentaire. 2) Source pour la berline Altima 2013/la Sentra 2013 : Par rapport à la consommation de carburant des berlines intermédiaires/compactes 2013 concurrentes avec moteur à combustion interne, selon les données publiées par Autodata en date du 13 décembre 2012. Véhicules hybrides et diesels exclus. Les cotes de consommation de carburant (L/100 km) sont calculées en fonction de conditions de conduite optimales, de la consommation moyenne de carburant sur route et de la capacité du réservoir à essence du véhicule, selon Nissan Motor Co. Ltd. La consommation de carburant réelle peut varier en fonction des groupes motopropulseurs, des habitudes de conduite et d'autres facteurs - à utiliser à des fins de comparaison seulement. Berline Altima 2013 : moteur de 2,5 L (5,0L/100 km sur route | 7,4L/100 km en ville), moteur de 3,5 L (6,4L/100 km sur route | 9,3L/100 km en ville). Sentra 2013 : transmission CVT (4,9 L/100 KM sur route | 6,6 L/100 KM en ville) | 5,8 L/100 KM combinée), transmission manuelle (5,5 L/100 KM sur route | 7,5 L/100 KM en ville | 6,6 L/100 KM combinée). ▲ Les noms, logos, slogans, noms de produits et noms des caractéristiques de Nissan sont des marques de commerce utilisées sous licence ou appartenant à Nissan Motor Co. Ltd. ou à ses filiales nord-américaines.

Projet de lien inter-rives sans voitures

Un ingénieur propose un pont pour vélos et piétons entre le Vieux-Port et la Rive-Sud

EXCLUSIF

BRUNO BISSON

Un ingénieur et résidant du Vieux-Montréal propose la construction d'un pont mobile réservé aux piétons et aux cyclistes pour relier directement le Vieux-Port au parc Jean-Drapeau, ce qui réduirait d'environ 75 % la distance et le temps de parcours entre deux des plus grands espaces publics de la métropole.

La construction d'une passerelle mobile de 300 m entre le quai King Edward et le parc de la Cité-du-Havre, près du pont de la Concorde, permettrait aux cyclistes de passer du Vieux-Port à l'île Sainte-Hélène, dans le parc Jean-Drapeau, en moins de cinq minutes.

Selon Ottavio Galella, président de Trafrix, firme spécialisée dans la gestion de la circulation, le projet «consoliderait un grand espace urbain "vert-bleu" qui serait parmi les plus imposants au Canada, peut-être même en Amérique du Nord».

La construction d'une passerelle mobile permettrait aux cyclistes de passer du Vieux-Port à l'île Sainte-Hélène en moins de cinq minutes.

En tenant compte seulement des terres émergées, la superficie combinée des parcs liés par la passerelle atteindrait près de 320 hectares, soit presque la taille du célèbre Central Park, à New York (341 hectares). En incluant les bassins du port et du fleuve, cet ensemble urbain réservé au vélo et à la marche s'étendrait sur près de 800 hectares, selon l'ingénieur, qui fera une présentation publique du projet cet après-midi dans le cadre des audiences de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) sur l'avenir du Vieux-Montréal.

La passerelle proposée par M. Galella serait «mobile», c'est-à-dire qu'elle devrait être conçue pour s'élever ou basculer afin de laisser passer les navires de croisière qui accostent au quai Alexandra. Elle serait le lien manquant d'un tracé cyclable et piétonnier de 1,3 km surplombant les eaux du fleuve et des bassins du port de Montréal sur toute sa longueur, du quai King Edward jusqu'à l'île Sainte-Hélène.

En comparaison, le parcours actuel pour les vélos

fait 5 km – presque quatre fois la longueur du lien proposé par M. Galella – et exige un détour par une sorte de *no man's land* longeant l'autoroute Bonaventure, de la rue Mill jusqu'à l'avenue Pierre-Dupuy.

Jusqu'à la Rive-Sud

La passerelle mobile du Vieux-Port ne représente toutefois que la première portion d'un projet plus vaste visant à réunir les deux rives du Saint-Laurent par un chemin cyclable et piétonnier de 2,3 km (voir la carte), entièrement construit et aménagé dans l'axe du pont de la Concorde.

Ce lien cyclable inter-rives nécessiterait la construction d'une passerelle et d'un pont fixes au-dessus du circuit Gilles-Villeneuve et du bassin olympique, dans l'île Notre-Dame, ainsi que d'un autre pont mobile pour franchir la Voie maritime du Saint-Laurent. Le lien cyclable pourrait ainsi se raccorder à la Route verte déjà aménagée en bordure de la route 132, sur la Rive-Sud.

La réalisation du projet permettrait de rouler du Vieux-Port jusqu'à la Route verte en huit minutes seulement, selon les calculs de Trafrix. Le trajet actuel, qui longe les berges de l'île Notre-Dame jusqu'aux écluses de la Voie maritime, à proximité du pont Victoria, fait environ 10 km et prend au moins 35 minutes.

Transport électrique

Selon M. Galella, la construction des trois structures de l'île Notre-Dame offrirait aussi la possibilité de créer une nouvelle voie d'accès à Montréal à partir de la Rive-Sud pour des autobus hybrides ou électriques ou un autre mode de transport à l'électricité. Le circuit d'autobus traverserait le fleuve par le pont de la Concorde, mais n'emprunterait pas la passerelle mobile du Vieux-Port, qui resterait strictement réservée aux piétons et aux cyclistes. Les autobus quitteraient les îles en empruntant l'avenue Pierre-Dupuy jusqu'à l'autoroute Bonaventure, en direction de la gare d'autobus du centre-ville.

Ce scénario, insiste-t-il, pourrait offrir une solution de transports collectifs intéressante dans le contexte de la construction d'un nouveau pont Champlain. Dans le cadre de la construction du pont et des travaux de raccordement des approches, le fonctionnement de la voie réservée aux autobus sur le pont, qui permet le passage de 20 000 usagers par période de pointe, pourrait être remis en question en raison des chantiers. Aucune autre solution n'a encore été proposée pour faire face à une telle situation.

UN ESPACE VERT DE LA TAILLE DE CENTRAL PARK

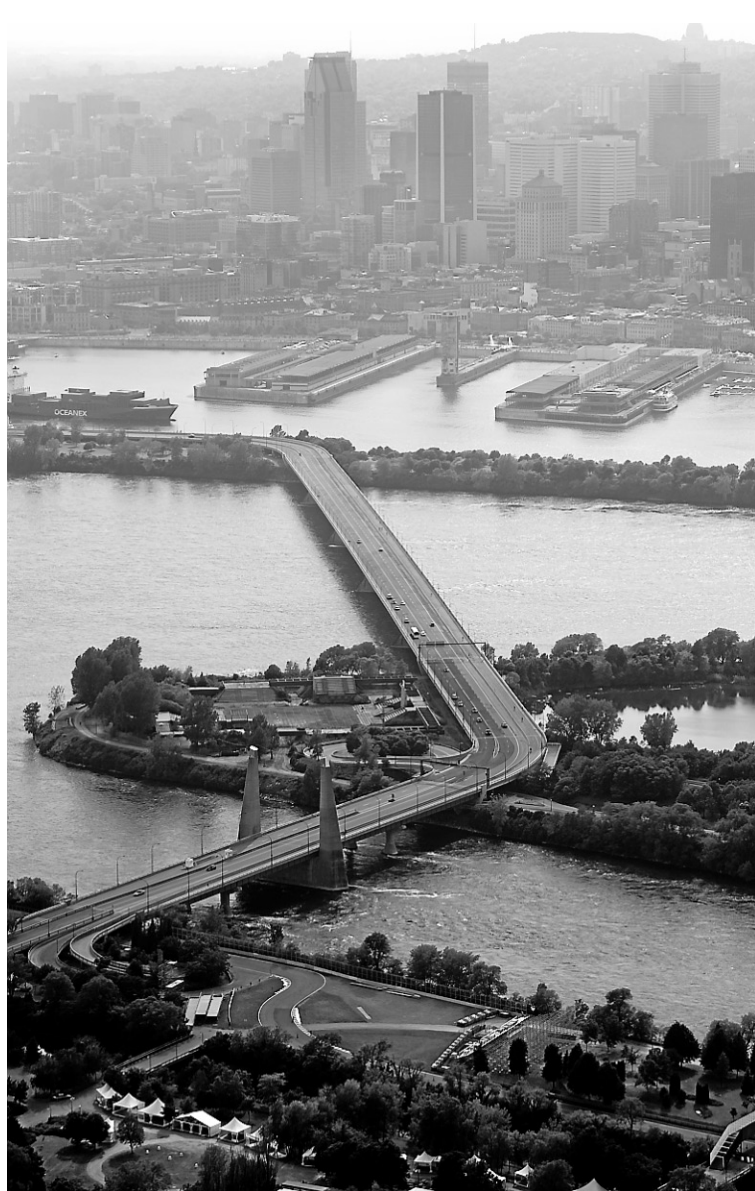
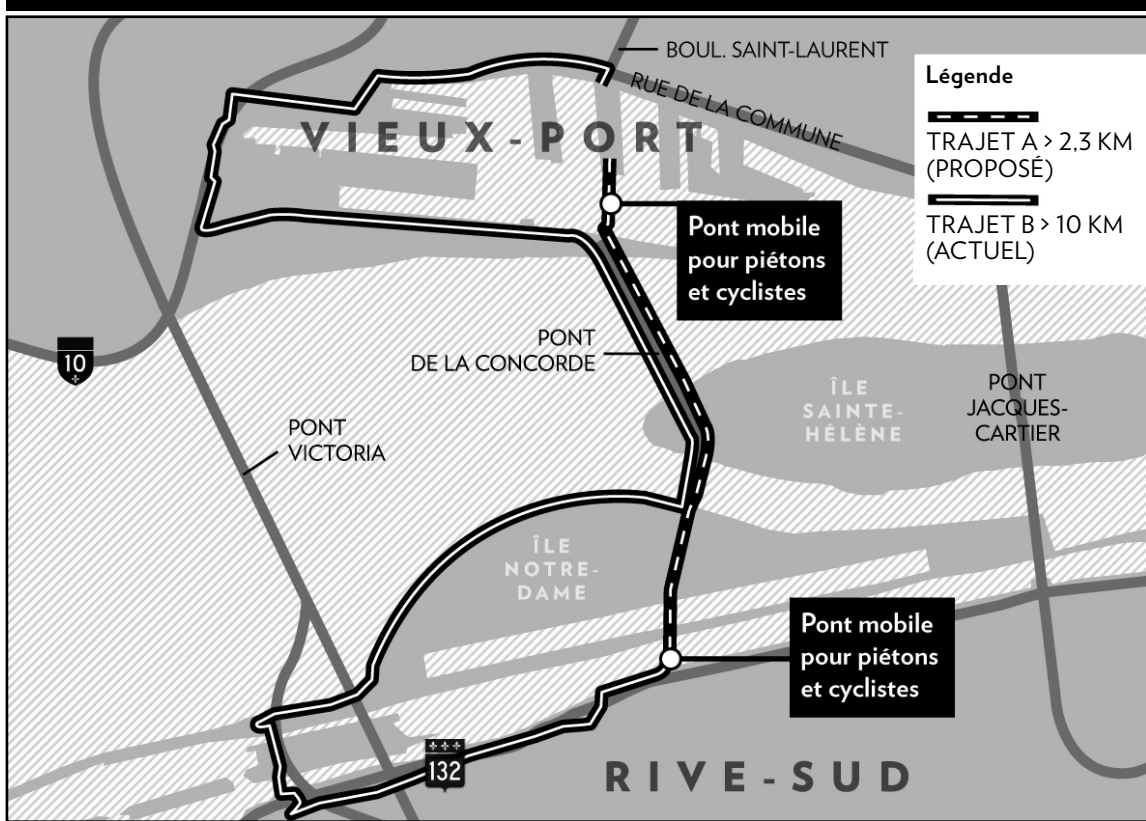


PHOTO BERNARD BRAULT, ARCHIVES LA PRESSE

Le lien cyclable inter-rives proposé par l'ingénieur Ottavio Galella serait aménagé dans l'axe du pont de la Concorde.

DES COÛTS ESTIMÉS À 350 MILLIONS

Les ponts et passerelles nécessaires à l'aménagement du couloir de transports actifs et collectif pourraient coûter de 300 à 350 millions au total, selon l'ingénieur Ottavio Galella, qui fonde son estimation sur le coût de projets réalisés dans d'autres villes. Le cas du Peace Bridge, pont piétonnier de 131 m de longueur inauguré il y a moins d'un an à Calgary, après des travaux de 24,5 millions, pourrait servir de référence pour estimer le coût des passerelles fixes du bassin olympique et du circuit Gilles-Villeneuve. En calculant un coût moyen de 30 000 \$ le mètre carré, M. Galella estime que ces deux ouvrages pourraient coûter environ 35 millions. Les passerelles mobiles coûteraient beaucoup plus cher: 100 millions pour celle de la Voie maritime et 200 millions pour celle du Vieux-Port. Cette passerelle de 300 m deviendrait un des plus longs ponts cyclables et piétonniers du monde. Ces estimations, précise M. Galella, devraient être validées à l'aide d'études d'ingénierie et d'architecture. Le président de Trafrix tient d'ailleurs à souligner que sa firme ne profiterait aucunement de ces investissements. — Bruno Bisson

MOTEUR 4 CYLINDRES TWINPOWER TURBO

SORTEZ LA BÊTE

Quand la puissance rencontre la sagesse. La BMW 328i xDrive est équipée d'un moteur 4 cylindres TwinPower Turbo délivrant la puissance d'un moteur 6 cylindres avec la consommation d'essence d'un 4 cylindres. Qu'est-ce que ça veut dire tout ce charabia? Ça veut dire que vous avez un moteur qui, sans vous déchirer le cœur à la pompe, viendra vous chercher les trippes lors de la conduite. Mais ça, vous ne le saurez pas tant que vous ne l'aurez pas essayée.

ESSAYEZ-LA! 1-855-BMW-6782
testbmw.ca

Concessionnaires BMW de Montréal
bmwmontreal.ca

Le plaisir de conduire™

BMW 328i xDrive 2012 illustrée.

JUSQU'AU 28 FÉVRIER.

328i
xDrive – 2013

TRANSPORT ET PRÉPARATION SANS FRAIS.
VALEUR DE 2 095 \$

PRIX DE VENTE	MENSUALITÉS À LA LOCATION	TAUX À LA LOCATION
40602 \$**	499 \$*	3,9%*

MONTANT DÙ À LA LIVRAISON 1 416 \$
DÉPÔT DE SÉCURITÉ 564 \$

Entretien régulier sans frais – 4 ans ou 80 000 km†

Montréal BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
514.731.7871
bmwcanbec.com

Laval BMW Laval
2450, boul. Chomedey
450.682.1212
514.990.2269
bmwaval.com

Rive-Sud Park Avenue BMW
8400, boul. Taschereau Ouest
450.445.4555
514.875.4415
parkavenuebmw.com

Rive-Sud BMW Sainte-Julie
1633, boul. Armand-Frappier
450.922.1633
514.875.4400
bmwsaintejulie.com

Blainville Hamel BMW
620, boul. de la Seigneurie Ouest
450.437.5050
hamelbmw.com

West Island BMW West Island
2000, aut. Transcanadienne Sud
514.683.2000
bmwestisland.com

Modèle européen montré. Certaines options peuvent ne pas être offertes au Canada. **Offre à l'achat : le prix de vente est de 40 602 \$, ce qui inclut le PDSF (39 990 \$), le transport et l'inspection de prélivraison (0 \$), la taxe sur la climatisation (100 \$), la taxe de gestion des pneus (12 \$), les frais d'administration du concessionnaire (jusqu'à 459 \$) et le rabais BMW Canada. Taxes et immatriculation en sus. *Taux à la location offert par Services financiers BMW, sur approbation du crédit, uniquement pour les modèles de base BMW 328i xDrive 2013 en stock. **Offre à la location : 39 990 \$ sur 48 mois à un taux d'intérêt annuel de 3,9 %, avec un acompte de 300 \$, pour des mensualités de 499 \$. Un montant de 1 980 \$ est exigé à la signature du contrat de location, ce qui inclut la première mensualité, un dépôt de garantie équivalent à une mensualité, le transport et l'inspection de prélivraison, la taxe sur la climatisation, les frais d'administration du concessionnaire, la taxe sur la gestion des pneus et les services PPSA. Taxes et immatriculation en sus et payables à la signature. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 20 395 \$. L'obligation locative totale est de 24 891,19 \$. La mensualité varie selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. Le kilométrage annuel alloué est de 16 000 km; 0,15 \$ du kilomètre excédentaire. Le concessionnaire peut décider d'un prix au particulier et exiger des frais d'administration qui peuvent modifier le prix du véhicule. Des frais peuvent être exigés pour usage excessif. Cette offre d'une durée limitée est sujette à la disponibilité et peut être modifiée ou annulée sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 28 février 2013. †Les véhicules BMW 2013 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien aux périodes recommandées sans frais de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventualité. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire BMW pour obtenir tous les détails. © 2013 BMW Canada Inc. « BMW », le logo BMW, tous les noms de modèles BMW et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à BMW sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

COMMISSION CHARBONNEAU

Milioto jouait son rôle sans poser



« J'apportais de l'argent à M. Rizzuto, mais je ne sais pas pourquoi », a dit hier Nicolò Milioto.

IMAGE TIRÉE D'UNE VIDÉO DE LA PRESSE

Borsellino avait un accès facile aux élus

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

L'entrepreneur Giuseppe (dit Joe) Borsellino a reconnu devant la commission Charbonneau qu'il avait eu un accès privilégié à plusieurs élus, dont l'ex-ministre libéral Jacques Dupuis. Il a toutefois tenté de minimiser l'importance de ces rencontres, en affirmant notamment qu'il a simplement discuté de perte de poids avec l'ex-président du comité exécutif de Montréal Frank Zampino.

Interrogé sur ses relations avec des élus, Borsellino a admis qu'il a souvent rencontré Jacques Dupuis. Il a toutefois assuré qu'ils avaient discuté de « financement charitable ».

La voix étranglée par l'émotion, Joe Borsellino a relaté qu'il a créé une fondation, GarnierKids, après que son fils a été atteint d'une méningite. C'est dans ce contexte qu'il a rencontré Jacques Dupuis, dont le fils a lui aussi souffert de cette maladie. Le fils de l'entrepreneur a survécu, mais celui de l'ex-ministre est mort.

Jacques Dupuis a été invité à coprésider une soirée annuelle de financement. L'ex-ministre a de plus versé 15 000 \$ à la fondation de l'entrepreneur. La Commission a présenté une



IMAGE TIRÉE D'UNE VIDÉO DE LA PRESSE

Outre l'ex-ministre libéral Jacques Dupuis, Giuseppe Borsellino a indiqué qu'il avait visité au moins une fois Frank Zampino à ses bureaux lorsqu'il dirigeait le comité exécutif de Montréal.

liste de dons offerts à GarnierKids par une vingtaine de ministres libéraux à même leurs fonds discrétionnaires, pour un total d'au moins 44 000 \$.

Outre Dupuis, Borsellino a indiqué qu'il avait visité au moins une fois Frank Zampino à ses bureaux lorsqu'il dirigeait le comité exécutif de Montréal. Il assure qu'il ne courtisait pas l'él

pour obtenir un contrat, mais seulement « pour se faire connaître ». « Il voulait savoir comment j'avais perdu du poids », a laissé tomber Borsellino.

Joe Borsellino s'est montré hésitant à révéler le nom des autres élus qu'il fréquentait. Il a néanmoins reconnu avoir pris quelques cafés avec le conseiller municipal Sammy Forcillo.

Mauvais choix

La Commission est également revenue sur la violente agression dont a été victime Borsellino en juillet 2009. Le procureur Simon Tremblay a lancé l'hypothèse que l'entrepreneur avait été battu pour sa négligence, qui a mené au départ de l'ex-directeur des travaux publics de la Ville de Montréal Robert Marcil, et pour avoir boudé une entreprise liée au crime organisé.

M^e Tremblay a souligné que Borsellino avait été agressé peu après la démission de Robert Marcil, qui avait accepté son invitation à un voyage en Italie, à l'automne 2008. Du coup, il a « brûlé » celui qui était pour plusieurs entrepreneurs une « porte d'entrée » à la Ville de Montréal, a exposé le procureur.

L'agression est également survenue au moment où l'entreprise de Borsellino, Construction Garnier, travaillait à un chantier de l'autoroute 25. Après avoir rencontré le mafieux Raynald Desjardins, qui dirigeait la firme de décontamination Carboneutre, il a plutôt choisi de faire affaire avec une autre entreprise, Écolosol, propriété de Tony Accurso.

« Je ne peux pas vous répondre, je ne suis pas au courant », a tout simplement répondu Borsellino.

B pour Bonne impression

On enlève 3 mois à 2013 grâce à la toute nouvelle Classe B 2013².

3 MENSUALITÉS GRATUITES²
POUR UNE DURÉE LIMITÉE



Une marque de Daimler

LA TOUTE NOUVELLE B 250 2013. PRIX TOTAL¹: 32 115 \$**

- Tout nouveau moteur quatre cylindres de 2 litres à turbocompresseur générant 208 ch
- Une économie d'essence améliorée grâce à la technologie de démarrage/d'arrêt ECO
- Des caractéristiques de sécurité supérieures, comme l'avertisseur de risque de collision COLLISION PREVENTION ASSIST

FINANCEMENT À L'ACHAT

3,4 %*

DURÉE DE 60 MOIS

* Taxes en sus.

TAUX À LA LOCATION

5,4 %*

BAIL DE 36 MOIS

PAIEMENTS MENSUELS

438 \$*

VERSEMENT INITIAL 1 995 \$**



Mercedes-Benz

Montréal
Automobiles Silver Star Inc.
7800, boul. Décarie
Montréal
514 344-7678

Laval
Mercedes-Benz Laval
3131, Autoroute 440 Ouest
Laval
450 681-2500

Rive-Sud
Mercedes-Benz Rive-Sud
4844, boul. Taschereau
Greenfield Park
450 672-2720

West Island
Mercedes-Benz West Island
4525, boul. Saint-Jean
Dollard-des-Ormeaux
514 620-5900

Boucherville
Duval Mercedes-Benz
1530, rue Ampère
Boucherville
450 449-0222

Blainville
Mercedes-Benz Blainville
10000, chemin du Plein Air
Mirabel (Blainville)
450 435-1313

© Mercedes-Benz Canada Inc., 2013. Véhicule illustré : B 250 2013. PDSF national : 29 900 \$. ** Le prix total de 32 115 \$ et le versement initial incluent les frais de transport et de préparation de 2 045 \$, les frais du RDPRM pouvant atteindre 55,49 \$, la taxe de 100 \$ sur le climatiseur et les droits de 15 \$ sur les pneus. ² Les trois premières mensualités sont supprimées pour le modèle B 250 2013 jusqu'à concurrence de 1 200 \$ (incluant les taxes) dans le cadre des programmes de location et jusqu'à concurrence de 1 800 \$ (incluant les taxes) dans le cadre des programmes de financement. Les mensualités gratuites s'appliquent uniquement aux nouveaux modèles de Classes B, C (berline et coupé), GLK et E. Ne s'applique pas aux modèles AMG. * Offres de location et de financement basées sur le modèle B 250 2013 proposées uniquement par l'intermédiaire des Services financiers Mercedes-Benz sur approbation du crédit, pendant une durée limitée. Exemple basé sur une location de 438 \$ par mois pendant 36 mois. Versement initial ou reprise équivalente de 1 995 \$ plus dépôt de sécurité de 450 \$ et taxes applicables payables à la date d'entrée en vigueur du bail. PDSF à partir de 29 900 \$. Taux annuel de location de 5,4 %. Obligation totale : 18 213 \$. Kilométrage limité à 18 000 km par an (0,20 \$/km supplémentaire). Exemple de financement basé sur un terme de 60 mois au taux annuel de 3,4 % et un prix de 29 900 \$. Le paiement mensuel est de 488 \$ (avant taxes) avec un versement initial de 5 150 \$. Le coût de l'emprunt est de 2 390 \$, pour une obligation totale de 34 450 \$. Frais d'immatriculation, d'enregistrement et d'assurance en sus. Le concessionnaire peut louer ou offrir du financement à prix moindre. Les offres peuvent changer sans préavis et ne peuvent être jumelées à d'autres offres. Pour connaître les détails, voyez votre concessionnaire Mercedes-Benz autorisé ou communiquez avec le Service à la clientèle de Mercedes-Benz au 1 800 387-0100. L'offre se termine le 28 février 2013.

COMMISSION CHARBONNEAU

de questions

KATHLEEN LÉVESQUE

Nicolo Milioto ne se mêlait jamais des affaires d'autrui, sauf lorsqu'il était question de livrer de l'argent comptant destiné au défunt patriarche du clan mafieux, Nicolò Rizzuto. Il acceptait alors sans poser de questions de jouer le rôle de commissionnaire pour Lino Zambito, ex-propriétaire d'Infrabec.

Devant la commission Charbonneau, M. Milioto a affirmé sous serment qu'il a fait de 5 à 10 paiements de la sorte en se rendant au café Consenza, reconnu comme le quartier général de la mafia. « J'apportais de l'argent à M. Rizzuto, mais je ne sais pas pourquoi », a-t-il témoigné. Il a aussi souligné qu'il a versé de l'argent pour les activités de l'Associazione Cattolica Eraclea.

«C'était une bonne personne»

Défini par la police comme l'intermédiaire entre la mafia et l'industrie de la construction, l'ex-entrepreneur s'est plutôt décrit comme un client du Consenza, qui allait y prendre un café, jouer aux cartes ou saluer des connaissances.

Nicolo Rizzuto faisait partie des gens qu'il croisait. Il n'ignorait pas ce que disaient les journaux à propos de son compatriote italien et de son implication dans le crime organisé, mais il ne lui en a jamais parlé. Il n'avait pas de relations d'affaires avec M. Rizzuto, a-t-il soutenu.

Il avait du respect pour M. Rizzuto et c'était réciproque. « C'était un bon père de famille. C'était une bonne personne », a affirmé Nicolò Milioto.

C'est au moment de la création de son entreprise de construction, Mivela,

en 1989, que M. Milioto a renoué avec M. Rizzuto, a affirmé l'ex-entrepreneur. Les deux hommes sont originaires du même petit village de la Sicile.

La mémoire qui flanche

Apparemment calme et bien préparé à affronter le flot de questions de la procureure en chef de la commission Charbonneau, M^e Sonia Lebel, M. Milioto a répondu, mais avait ici et là la mémoire qui flanchait. « Les noms et les moments, on a de la difficulté avec ça », lui a soumis M^e Lebel. Bien adossé, les mains croisées devant lui, il a simplement acquiescé.

C'est sur le même ton qu'il a expliqué pourquoi la police l'avait aperçu 236 fois au Consenza. Le boucher ainsi que le pâtissier de M. Milioto sont situés tout près du café italien.

Les clients du Consenza

La Commission a tenté de savoir qui, outre M. Rizzuto, M. Milioto rencontrait au Consenza. M. Milioto a été très réticent. Il a argué qu'il ne servait à rien de « nommer des gens qui n'ont rien à voir avec la Commission ».

La juge Charbonneau est alors intervenue pour l'inviter à identifier les personnes qui pouvaient être liées aux travaux de la Commission. Il a ainsi donné le nom de quelques personnes, toutes d'origine italienne et toutes liées à l'industrie de la construction.

En début de témoignage, M. Milioto a raconté son arrivée au Canada, à 18 ans, puis son intégration au marché du travail. Il a pris sa retraite l'année dernière. Il a laissé à l'une de ses filles et à ses gendres la responsabilité de diriger l'entreprise de construction.

Sicile Tout petit Cattolica Eraclea

« On compte beaucoup plus d'entrepreneurs et de professionnels à l'Associazione Cattolica Eraclea de Montréal, à Saint-Léonard, que dans le village qui lui a prêté son nom », écrivent les auteurs André Noël et André Cédilot dans leur livre *Mafia inc.* (éditions de l'Homme). Le village, accroché aux falaises de calcaire de la province d'Agrigente, en Sicile, ne compte guère plus que 4000 habitants, loin des circuits touristiques. « Sur sa colline, Cattolica Eraclea se meurt à petit feu », écrivent les auteurs. Vito Rizzuto père (grand-père de Vito Rizzuto) y a épousé Maria Renda en 1923. Leur fils, Nicolò (Nick) Rizzuto est né au village, y a été condamné pour vente illégale de blé durant les années 1940, puis s'est marié à sa voisine, Libertina Manno. « Du même coup, le jeune Nicolò épousait la mafia », précisent les auteurs. Le père de Libertina, chef de la mafia locale, était soupçonné d'avoir commandé le meurtre d'un syndicaliste, élu maire de Cattolica Eraclea en 1955. Les tueurs, eux, ont été retrouvés à Montréal. La fille de l'un d'eux, Giovanna Cammalleri, est devenue la femme de Vito Rizzuto fils...
— Judith Lachapelle

ENTREPRENEURS ORIGINAIRES DE CATTOLICA ERACLEA À MONTRÉAL

Liste des entrepreneurs en construction originaires de Cattolica Eraclea travaillant à Montréal.

- > Nicolò Milioto, Mivela Construction
- > Tony Catania, Entreprises Catcan
- > Frank Catania, Construction F. Catania
- > Johnny Piazza, Piazza Constructions
- > Aurelio Bentivegna, Bentech
- > Joe Borsellino¹, BP Asphalte
- > Giuseppe Borsellino¹, Construction Garnier
- > Domenico Cammalleri, Pavages C.S.F.
- > Pavages ATG²
- > Pavages TGA²

¹ Joe Borsellino et Giuseppe Borsellino sont deux personnes distinctes qui portent le même nom.

² Le témoin Milioto a désigné ces entreprises sans nommer leurs propriétaires, Alex Sciascia et Donato Raponi.

Commission de la fonction publique de Montréal

L'organisme doit être indépendant, estime l'Association des cadres

KATHLEEN LÉVESQUE

L'indépendance de la Commission de la fonction publique de Montréal par rapport au pouvoir politique est essentielle pour assurer l'équité et la transparence dans l'embauche et la promotion des employés de la Ville. C'est le message qu'entend porter l'Association des cadres municipaux de Montréal auprès du gouvernement du Québec et de la commission Charbonneau.

« Les cadres sont toujours coincés entre l'administratif et le politique. La Commission de la fonction publique doit donc retrouver ses pleins pouvoirs. C'est un acteur-clé du processus d'embauche », a affirmé hier à *La Presse* Pascale Tremblay, présidente de l'Association des cadres municipaux de Montréal.

Les révélations de *La Presse* sur le contenu dévastateur du rapport annuel de la Commission de la fonction publique ont renforcé la décision de l'Association de monter au créneau. Le tiers des nominations de cadres s'est fait sans appel de candidatures – et, dans 80 % des cas, sans respecter la politique de la main-d'œuvre – depuis l'arrivée en fonction du directeur général Guy Hébert, en 2012.

Pression, copinage et ingérence

Mais l'Association était déjà bien au courant de certains problèmes qui se posent dans les rangs de la Ville, comme la pression, le copinage ou l'ingérence. L'abolition de la permanence pour les nouveaux cadres n'est d'ailleurs pas étrangère à la vulnérabilité de certains d'entre eux, souligne-t-on.

En 2012, 15 cadres, dont certains se disaient lésés, ont joint l'Association. Les plaignants ont été redirigés vers la Commission de la fonction publique. L'année dernière, la Commission a reçu 43 plaintes et signalements. Vingt-cinq dossiers ont fait l'objet d'une analyse approfondie.

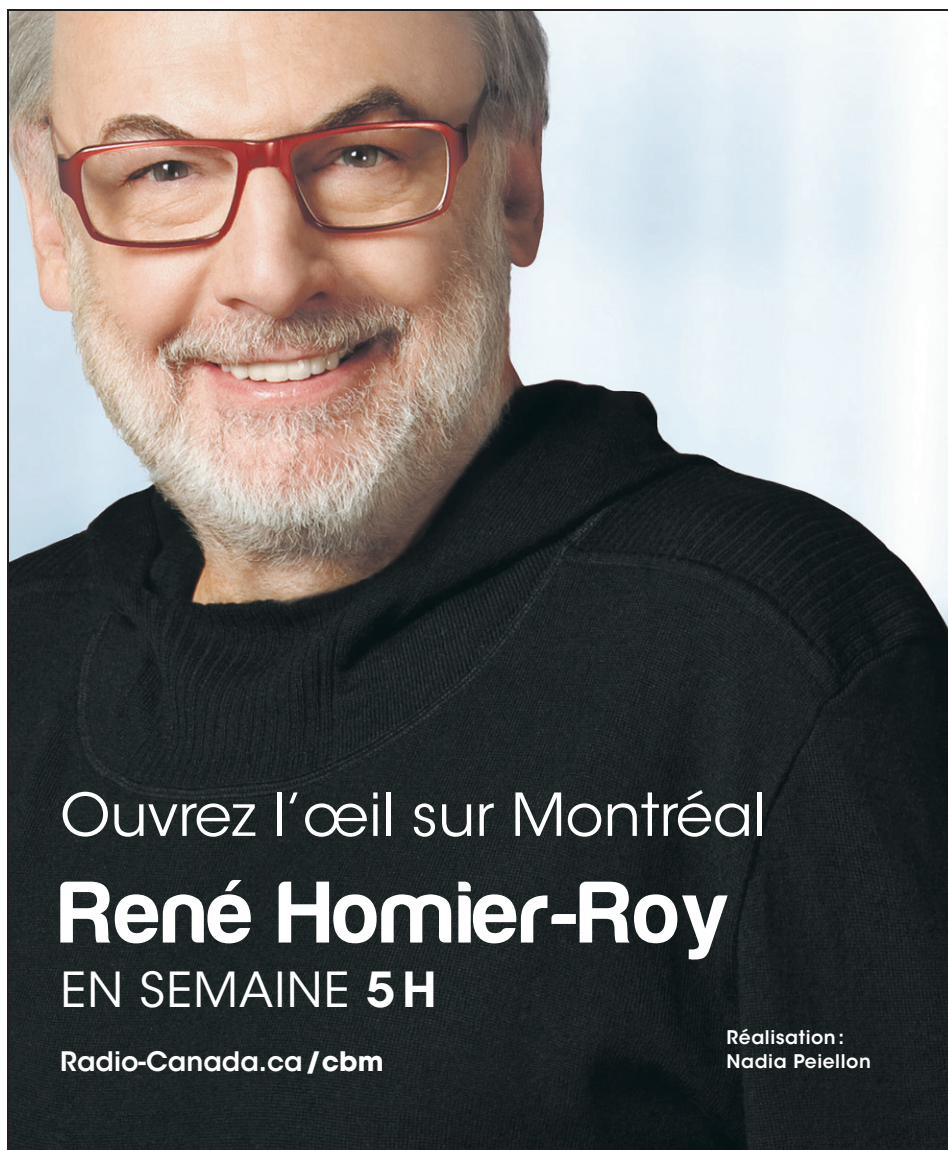
Au cours des prochains jours, Pascale Tremblay alertera le ministre des Affaires municipales, Sylvain Gaudreault, au sujet de la nécessité de renforcer la Commission et ainsi assurer la compétence de l'administration municipale. De son côté, la Ville a exprimé son mécontentement par rapport à la Commission, en laissant entendre qu'il s'agissait d'une organisation superflue. Le ministre, qui entend trancher la question, a demandé au maire Michael Applebaum d'étayer sa position.

Commission Charbonneau

De plus, la présidente de l'Association a expliqué que son organisation déposera un mémoire à la commission Charbonneau, qui abordera notamment le rôle de la Commission de la fonction publique en tant que rempart à la corruption.

Déjà, en 2002, l'Association s'est inquiétée de la possible abolition de la Commission dans la foulée des fusions municipales. Six syndicats et associations représentant des cadres de Montréal avaient envoyé une lettre au directeur général de l'époque, Guy Coulombe. La Commission est demeurée en place, mais M^{me} Tremblay constate aujourd'hui qu'elle a perdu de grands pans de ses pouvoirs.

L'Association compte quelque 800 membres, dont le DG Guy Hébert.



Ouvrez l'œil sur Montréal

René Homier-Roy

EN SEMAINE 5 H

Radio-Canada.ca / cbm

Réalisation :
Nadia Peillon

Ratisez large!

Catherine Perrin

EN SEMAINE 9 H

@RC_ML
Radio-Canada.ca / catherineRéalisation :
Dominique Depatie

Entrez dans le vif de l'actualité

Michel C. Auger

EN SEMAINE 11 H

@midinfo
Radio-Canada.ca / midinfoRéalisation :
Philippe BrazeauÉCOUTEZ
POUR VOIR

95,1^{FM}
PREMIÈRE CHAÎNE

POLITIQUE

Projets d'immobilisation dans le réseau de la santé

Les hôpitaux de Montréal attendront

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Ils ne sont pas morts, mais ne sont pas forts. D'importants projets d'immobilisation dans le réseau de la santé de la région de Montréal seront mis de côté pour au moins un an. Le gouvernement Marois est en effet coincé par des finances publiques extrêmement serrées pour 2013-2014.

Selon Québec, les projets ne sont pas « retirés ». Cependant, la réfection de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, la deuxième phase de l'Institut de cardiologie et le nouveau pavillon de la Cité-de-la-Santé, à Laval, ne font pas partie de la liste des priorités que le ministère de la Santé est en train de dresser. Pour éviter d'abroger des projets, le gouvernement Marois étalera ses projets d'immobilisation sur dix ans plutôt que cinq. Pour la galerie, Québec pourra annoncer beaucoup d'études préalables sur les besoins, mais n'entamera pas les étapes plus coûteuses, comme la préparation formelle des « plans fonctionnels et techniques ».

Dans la région de Montréal, un constat s'impose: les projets dans l'île sont repoussés. En effet, les projets importants de la métropole, hormis les deux hôpitaux universitaires, ne sont pas dans la liste des établissements auxquels le Ministère donne la priorité.

Avec sa facture de près de 900 millions, l'ambitieux projet de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont est remis aux calendes grecques. La phase deux de l'Institut



Le projet de réfection de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, estimé à 900 millions, ne fait pas partie de la liste de priorités que le ministère de la Santé est en train de dresser.

de cardiologie, une facture de 90 millions pour un projet qui ne fait pas l'unanimité dans les milieux médicaux, est aussi décalée. Pour l'Institut, c'est une déception, puisque le projet avait été approuvé par le Conseil du Trésor sous les libéraux.

Dans son rapport, à l'automne dernier, la firme KPMG-Secor avait d'ailleurs ciblé plusieurs projets dans le réseau de la santé pour lesquels on avait fait des annonces, mais sans que les budgets soient prévus au

plan quinquennal d'immobilisation. Maisonneuve-Rosemont et l'Institut étaient dans cette situation.

Pour le printemps, une exception dans l'île: le centre de traumatologie de l'hôpital du Sacré-Cœur – une centaine de millions – doit avoir le feu vert pour la préparation des plans fonctionnels et techniques. Il s'agit de la première étape qui engage réellement des fonds publics.

Le ministre Réjean Hébert n'a pas rappelé *La Presse*, hier. Selon

son attachée de presse, Ariane Lareau, les décisions ne sont pas encore prises quant aux projets qui seront retenus ou non.

Le 450 favorisé

Plus payants sur le plan électoral, les projets du « 450 » ne devraient pas connaître les mêmes aléas. Le projet de l'hôpital Le Gardeur – un ajout de deux étages à l'établissement existant – irait de l'avant, selon des sources fiables, tout comme la rénovation

pressante de l'hôpital de Saint-Jérôme, d'une vétusté navrante. En revanche, un projet d'agrandissement de 125 lits à la Cité-de-la-Santé de Laval devra attendre.

À Québec, l'immense projet de réfection de l'Hôtel-Dieu, dans le Vieux-Québec, paraît loin du compte. Les tenants d'un projet concurrent, en banlieue est de Québec, sont revenus à la charge.

Une marge de manœuvre

Le Conseil du Trésor, qui a exigé des compressions importantes dans les listes de projets, conserve toutefois une marge de manœuvre pour amoindrir la secousse. Mais l'argent est rare. Le ministre de la Santé, Réjean Hébert, a amorcé en novembre une partie de souque-à-la-corde avec les deux fédérations de médecins simplement pour décaler un versement de 80 millions de quelques semaines, soit dans l'année financière 2014-2015, pour éviter un décaissement pour l'année en cours. Les deux hôpitaux universitaires de Montréal drainent énormément de ressources – jusqu'en 2017, « et les pépines sont déjà à Sainte-Justine », rappelle-t-on dans le réseau.

Cette opération destinée à établir les priorités pour les immobilisations, qui ne se terminera que dans plusieurs semaines, sera le chant du cygne pour le sous-ministre de la Santé, Jacques Cotton, qui deviendra président de la Régie de l'assurance maladie du Québec à la fin de son contrat, en juin.

RÉFORME DE LA LOI 101

De Courcy sensible aux doléances des anglophones

DENIS LESSARD

QUÉBEC — La ministre responsable de la Charte de la langue française, Diane De Courcy, est sensible aux préoccupations de la communauté anglophone, qui a réclamé, au cours d'une manifestation en fin de semaine, que Québec modifie son projet de réforme de la loi 101.

« Je suis profondément à l'écoute », a dit la ministre à l'occasion de l'étude des crédits de son ministère à l'Assemblée nationale. Elle invite la communauté anglophone à se faire entendre en commission parlementaire – la consultation sur le projet de loi 14 commencera le 12 mars.

La reconnaissance du statut de ville bilingue préoccupe les

anglophones. Actuellement, 84 villes ont ce statut grâce à leur population passée; la moitié d'entre elles n'ont toutefois plus les 50 % d'anglophones nécessaires. « Je suis à l'écoute de toutes les solutions, y compris celles du commissaire aux langues officielles, M. Graham Fraser, qui dit qu'il peut aussi y avoir des indicateurs quantitatifs », a assuré la ministre.

Dès que les journalistes posent une question sur les déclarations de son collègue Jean-François Lisée, M^{me} De Courcy tourne les talons.

M. Lisée est intervenu dans le débat linguistique en invitant la Société de transport de Montréal (STM) à donner plus de services en anglais. Jacques Parizeau a qualifié de « dérive »



PHOTO LA PRESSE CANADIENNE
Diane De Courcy

cette attitude à l'égard de la primauté du français.

Hier, M^{me} De Courcy a rappelé qu'il appartenait à la STM de « se gouverner ».

M. Lisée a affirmé que la loi actuelle prévoit déjà que la STM peut donner des services en anglais. En ce qui concerne l'accusation de M. Parizeau, il a été incisif. « [Il] semble me reprocher de faire preuve d'ouverture et de bonne entente. Je ne pense pas que la fermeture et la mauvaise entente soient une bonne pratique envers tous les Québécois. »

Selon le député libéral Marc Tanguay, critique dans le dossier linguistique, le projet de réforme confère au ministre des pouvoirs déraisonnables, qu'il convient de baliser.

Sommet sur l'enseignement supérieur
La rectrice de McGill menace de ne pas signer d'entente

ÉMILIE BILODEAU

À une semaine du Sommet sur l'enseignement supérieur, Heather Munroe-Blum, rectrice de l'Université McGill, n'en démord pas. Elle trouve que l'événement est mal organisé et menace même de ne pas signer le texte d'entente qui pourrait découler de la rencontre.

Malgré les critiques qu'elle fait depuis une dizaine de jours, M^{me} Munroe-Blum croit qu'elle est obligée d'assister au Sommet. « C'est très difficile pour un leader d'université de dire que tu ne t'y présenteras pas, puisque ce sera un débat sur les universités », a déclaré la rectrice lors d'une entrevue avec l'équipe éditoriale de *La Presse*.

En revanche, elle promet de ne pas donner son appui à un texte de consensus s'il ne lui convient pas. « Honnêtement, si les principes et valeurs fondamentaux qui sous-tendent un système d'éducation en

santé ne sont pas réunis, je ne pourrai pas signer quelque chose comme ça », a-t-elle ajouté.

M^{me} Munroe-Blum dénonce le fait que les recteurs n'ont pas pu prendre la parole lors des rencontres préparatoires au Sommet. Elle affirme également que le programme du Sommet n'est pas détaillé et que les invitations ne sont pas claires. Elle-même ne sait pas si elle aura un droit de parole au cours de cette rencontre, prévue lundi et mardi prochains. Elle est préoccupée par le fait de ne pas connaître les propositions qui seront débattues pendant ces deux journées.

Son souhait à la veille du Sommet? « Je pense que ce serait un engagement de ne pas avoir une conclusion à la fin de l'assemblée, parce que ça serait irréaliste d'avoir une entente après 24 heures. Ça serait une rencontre qui serait le début de quelque chose. »

Une série culte
de la BBC

MAÎTRES ET VALETS
ce soir 21 h

Nouvelle série

Une saga tumultueuse de bourgeois et leurs domestiques dans le Londres des années 30.

telequebec.tv

Appel à l'austérité à Ottawa

Les conservateurs du Québec veulent un gel des dépenses après l'équilibre budgétaire

EXCLUSIF

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Les militants du Parti conservateur au Québec veulent que le gouvernement fédéral se serre considérablement la ceinture une fois qu'il aura éliminé son déficit en 2015-2016. Et ils ont un allié au sein du cabinet fédéral: le ministre d'État responsable du tourisme et des petites entreprises, Maxime Bernier.

Les militants ont adopté récemment une résolution qui forcerait le gouvernement fédéral à geler son budget annuel des dépenses pendant quatre ans à partir du moment où il aura rétabli l'équilibre budgétaire. Ainsi, le budget fédéral, qui devrait atteindre les 300 milliards en 2016-2017, demeurerait le même en dollars courants jusqu'en 2020-2021.

Cette résolution a été parainée par les militants de la circonscription de Beauce, que représente Maxime Bernier à la Chambre des communes depuis 2006, et elle a été adoptée lors d'une réunion des associations de circonscription à Victoriaville. Elle devrait être débattue au prochain congrès national du Parti conservateur, qui aura lieu du 27 au 29 juin à Calgary.

Appui du ministre

« J'ai évidemment appuyé cette résolution de mes militants, qui ressemble à une proposition que j'ai déjà faite dans un discours à Calgary il y a trois ans. J'espère qu'elle deviendra une politique officielle du parti au congrès



Le ministre des Finances Jim Flaherty et le premier ministre Stephen Harper font l'objet de critiques pour la hausse des dépenses depuis le début du règne conservateur à Ottawa.

national cet été », soutient M. Bernier dans son blogue personnel.

Le ministre des Finances, Jim Flaherty, a promis d'éliminer le déficit, qui devrait atteindre 26 milliards en 2012-2013, avant les prochaines élections, prévues en octobre 2015.

À Calgary, cette résolution risque de provoquer de vifs débats qui pourraient se transformer en reproches envers le gouvernement Harper. Car plusieurs membres influents

du mouvement conservateur au pays estiment que le gouvernement Harper a trop augmenté les dépenses de l'État depuis qu'il a pris le pouvoir. Aussi, le ministre Flaherty aura présenté un budget déficitaire durant sept exercices financiers consécutifs sur neuf lorsque les Canadiens se rendront aux urnes en 2015.

« Un malaise »

Au total, le gouvernement Harper aura fait passer la dette accumulée de

457 milliards à 628 milliards – une augmentation de 172 milliards en sept ans – une fois l'équilibre budgétaire rétabli.

« Il ne fait aucun doute que les dépenses ont beaucoup augmenté depuis que Stephen Harper est au pouvoir. Et cela suscite de plus en plus un malaise au sein de la base conservatrice. On ne peut que saluer cette initiative des militants conservateurs du Québec », a dit le directeur national

de la Fédération canadienne des contribuables, Gregory Thomas.

Il a ajouté que le tandem libéral formé de l'ancien premier ministre Jean Chrétien et de l'ancien ministre des Finances Paul Martin a mieux géré les finances publiques que les conservateurs de Stephen Harper.

Contestation en Alberta

Il faut dire aussi que le contexte politique en Alberta, bastion des conservateurs, est devenu explosif sur la scène provinciale.

Le ministre Jim Flaherty aura présenté un budget déficitaire durant sept exercices financiers consécutifs sur neuf lorsque les Canadiens se rendront aux urnes en 2015.

Le gouvernement progressiste-conservateur d'Alison Redford est vertement critiqué depuis sa réélection en mai dernier parce qu'il est incapable de maîtriser les dépenses. Reconnue comme une province riche, l'Alberta se dirige allègrement vers un déficit de 6 milliards cette année, notamment en raison de la chute des prix des matières premières. En privé, des députés conservateurs fédéraux n'hésitent pas à critiquer la gestion des finances du gouvernement Redford.



L'ÉVÉNEMENT

LUXE & RÉCOMPENSES

DE CADILLAC

PRÉPAREZ-VOUS AU DÉCOLLAGE.

ACHETEZ OU LOUEZ UNE NOUVELLE CADILLAC, ET OBTENEZ 3 000 MILLES DE RÉCOMPENSE AIR MILES^{MD1}.



SRX 2013

LOUEZ À

429 \$² PAR MOIS

VERSEMENT INITIAL 2999 \$
0,9% PENDANT 48 MOIS

COMPREND LE TRANSPORT ET LA TAXE DE CLIMATISATION

ATS 2013

2,0 L TURBO À TRACTION INTÉGRALE

LOUEZ À

399 \$² PAR MOIS

VERSEMENT INITIAL 2499 \$
0,9% PENDANT 36 MOIS

COMPREND LE TRANSPORT ET LA TAXE DE CLIMATISATION



ASSOCIATION DES JOURNALISTES AUTOMOBILE DU CANADA

GAGNANTE DU PRIX « MEILLEURE NOUVELLE VOITURE DE LUXE » DE L'AJAC.

VOITURE NORD-AMÉRICAINNE DE L'ANNÉE 2013



BEST OF THE BEST • GRAND PRIX



COUVERTES PAR LA PROTECTION CADILLAC

Profitez de l'ensemble le plus complet d'avantages pour propriétaires offert par un constructeur automobile. La protection Cadillac offre des avantages exclusifs tels que le programme d'entretien supérieur sans frais, qui couvre les vidanges d'huile, la permutation des pneus et l'inspection complète du véhicule en plusieurs points pendant 4 ans ou 80 000 km, sans oublier les télédiagnostics, les applications mobiles et plus encore³.

VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CADILLAC DÈS AUJOURD'HUI.

contactercadillac.ca

BROSSARD CADILLAC
2555, BOULEVARD MATTE
SUITE 100
450 619-6669

CADILLAC DE LAVAL
2800, BOULEVARD
CHOMEDEY
450 681-0028

CHALUT JOLIETTE
250, BOULEVARD
ANTONIO-BARRETTE
514 861-4859

DESCHAMPS SAINTE-JULIE
333, BOULEVARD
ARMAND-FRAPPIER
450 649-9333

GRAVEL DÉCARIE
6100, BOULEVARD
DÉCARIE
514 342-2222

GRAVEL ÎLE-DES-SŒURS
1007, BOULEVARD
RENÉ-LEVESQUE
514 769-5353

LE RELAIS MONTRÉAL
9411, AVENUE
PAPINEAU
514 384-6380

PLAZA SAINT-LAURENT
10480, BOULEVARD
HENRI-BOURASSA 0
514 332-1673

L'Association des concessionnaires Cadillac du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles 2013 neufs suivants : ATS 2.0 TI (6AM69/1SF) et SRX V6 TA (6NG26/1SA). Les modèles illustrés peuvent comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Transport (1 650 \$) et taxe de climatisation (100 \$, le cas échéant) inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM, droits et taxes en sus. 1. Chez les concessionnaires GM participants au Canada seulement. Offre réservée aux clients particuliers. De 750 à 3 000 milles de récompense AIR MILES^{MD} offerts, selon le modèle acheté. Aucune valeur en argent. Cette offre ne peut être jumelée à certaines autres offres promotionnelles AIR MILES. Consultez votre concessionnaire GM participant pour plus de détails. Cette offre prend fin le 28 février 2013. Veuillez prévoir un délai de 4 à 6 semaines après la fin de cette promotion pour que les milles de récompense soient versés à votre compte d'adhérent AIR MILES^{MD}. Les milles sont émis par LoyaltyOne, Inc. et sont sujets aux conditions du Programme de récompense AIR MILES^{MD/MC}. Marque déposée/de commerce d'AIR MILES International Trading B.V., employée en vertu d'une licence par LoyaltyOne, Inc. et General Motors du Canada Limitée. 2. Prix à l'achat de 41 385 \$ pour ATS et 41 245 \$ pour SRX. Paiements mensuels basés sur une location de 36 mois, à un taux de 0,9 % pour ATS; basés sur une location de 48 mois, à un taux de 0,9 % pour SRX. Sur approbation de crédit de la Financière GM. Limite annuelle de 20 000 km; 0,20 \$ par kilomètre excédentaire. Certaines conditions s'appliquent. 3. Garantie de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventualité. Consultez votre concessionnaire pour plus de détails. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du RMAB Québec (excluant la région de Gatineau-Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres et ces programmes pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à un prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez cadillac.ca.

ACTUALITÉS

« Je voulais qu'il voie ce que je suis »

Tanya St Arnaud fait face à son ex-conjoint accusé de l'avoir aspergée d'acide

CHRISTIANE DESJARDINS

C'est au naturel, sans perruque ni maquillage pour cacher ses cicatrices, que Tanya St Arnaud s'est présentée hier au palais de justice de Longueuil pour témoigner à l'enquête préliminaire de son ex-conjoint, Nikolas Stefanatos.

L'homme de 27 ans, qui aurait lancé de l'acide sur M^{me} St Arnaud au cours d'une dispute le 26 août dernier, est accusé de voie de fait grave, de voie de fait ayant causé des lésions et d'agression armée. C'était la première fois que la jeune femme le revoyait depuis les événements qui l'ont laissée gravement brûlée et qui ont fait basculer sa vie. Une ordonnance de non-publication nous empêche cependant de dévoiler le contenu des témoignages faits pendant l'enquête préliminaire.

Au cours de son récit, qu'elle a rendu avec calme et aplomb, M^{me} St Arnaud a regardé à quelques reprises en direction de M. Stefanatos, dans le box des accusés. Celui-ci restait impassible et regardait droit devant lui.

Des traces qui en disent long

Le tragique événement est gravé dans l'esprit et dans le corps de la femme de 29 ans. M^{me} St Arnaud, qui exerçait le métier de coiffeuse, a maintenant deux grandes plaques de chair nue sur le côté et à l'arrière du crâne, où les cheveux ne repoussent manifestement plus. Pour son témoignage, elle a choisi de porter un chandail à encolure ronde et à manches courtes qui laissait voir les marques et les cicatrices qui courent sur ses deux bras, son cou et le haut de sa poitrine. Un choix délibéré et parfaitement



Lynda St-Arnauld (à droite), mère de Tanya, s'est déclarée très fière de sa fille, qu'elle a décrite comme une « combattante au fort instinct de survie ».

PHOTO OLIVIER PONTBRIAND LA PRESSE

assumé, comme l'a expliqué M^{me} St Arnaud à la sortie de la salle d'audience, après son témoignage.

je me lève le matin, quand je prends une douche, que je me regarde dans le miroir, c'est ce que je vois. Quand j'arrive chez

parler à cette personne-là, de ne pas pouvoir lui adresser la parole». «Je dois répondre aux questions.» Elle avoue qu'elle a cherché son regard, mais qu'elle ne l'a pas trouvé. «Il ne me regarde pas dans les yeux.»

Un journaliste lui a alors demandé ce qu'elle souhaite pour M. Stefanatos.

«Je souhaite vraiment qu'il comprenne, qu'il ait des remords. Je souhaite qu'un jour, il se sente aussi mal qu'il m'a fait sentir dans ma peau. Peu importe la sentence qu'il va avoir, ce ne sera jamais la prison que moi, je vais avoir pour le reste de ma vie.»

L'histoire de Tanya a ému une dermatologue de Miami, la D^{re} Jill Waibel, qui lui a offert de la traiter au laser pour améliorer l'apparence de ses cicatrices.

«Je voulais qu'il voie ce que je suis. C'est ce que je vois tous les jours. Quand je faisais des entrevues, je me couvrais, je mettais une perruque et tout. Mais quand je me couche, que

moi, elle n'est pas là, la perruque. Je voulais qu'il voie.»

M^{me} St Arnaud a expliqué qu'elle était habitée hier d'un «sentiment unique», qui est «autant de la rage que de vouloir

M^{me} St Arnaud a beaucoup souffert et a subi de nombreuses interventions chirurgicales. Malgré tout, elle se considère comme «bénie», car elle est bien entourée et reçoit beaucoup d'aide.

Jusqu'aux États-Unis

Son histoire a récemment été médiatisée aux États-Unis dans une émission animée par le journaliste-vedette Anderson Cooper. M^{me} St Arnaud s'est rendue à New York pour y participer. Cela a ému une dermatologue de Miami, la D^{re} Jill Waibel, qui lui a offert de la traiter au laser pour améliorer l'apparence de ses cicatrices.

Ces traitements devraient commencer sous peu, selon son frère Maxime Gosselin. «Les démarches sont commencées. Ça aussi, c'est un méchant cadeau, on est très, très contents de ça. Il y aura plusieurs traitements, mais on ne sait pas encore combien.»

Lynda St Arnaud, mère de Tanya, s'est pour sa part déclarée très fière de sa fille, qu'elle a décrite comme une «combattante au fort instinct de survie».

Hier, la procureure de la Couronne Erin Kavanagh a aussi fait témoigner Jonathan Bouchard, de la police de Longueuil, enquêteur principal au dossier, de même qu'Annie-Claude Desrochers, amie et ancienne colocataire de M^{me} St Arnaud. L'enquête préliminaire, présidée par la juge Louise Leduc, se poursuit ce matin avec le dernier témoin, un policier expert en scènes de crime. En ce qui concerne l'accusé, qui est détenu depuis son arrestation en août dernier, il est représenté par M^e Mélanie Grégoire et M^e Rémi Quintal.

PROJET COLISÉE

Pas de libération pour un importateur de cocaïne

DANIEL RENAUD

L'instigateur d'un complot visant à importer 1300 kg de cocaïne pour le compte de la mafia vient d'essuyer une fin de non-recevoir des commissaires aux libérations conditionnelles. Franco Pellegrino a été accusé de gangstérisme et de complot pour importation de cocaïne à la suite de l'enquête antimafia Colisée et a été condamné à six ans et huit mois de prison.

Pellegrino, résidant de Vaughan, en Ontario, vivait à Montréal au moment des faits, mais a demandé de purger sa peine dans un pénitencier ontarien.

Pour la première fois depuis sa condamnation, il a défilé hier devant les commissaires

aux libérations conditionnelles. Il a demandé d'aller en maison de transition, mais a été débouté par les commissaires, qui lui reprochent notamment de minimiser son implication et d'avoir maintenu des relations avec des détenus influents depuis le début de son incarcération.

Les commissaires considèrent d'ailleurs Pellegrino comme un détenu influent, qui s'est fait le porte-parole de plusieurs individus lorsqu'il a été interrogé sur un événement au cours duquel un prisonnier avait été battu.

«La commission est préoccupée par le fait que votre famille a habité chez un criminel de haut rang», écrivent également les commissaires. Ils croient que la libération de

Pellegrino pourrait constituer un risque que la société ne peut assumer.

Un roman policier

Le volet de l'enquête Colisée sur cette affaire d'importation de 1300 kg de cocaïne est digne d'un roman policier. Pellegrino et ses complices avaient réussi à importer 300 des 1300 kg de drogue, qu'ils avaient placés dans des barils de mazout doublés avec du plomb. Cela leur avait permis de déjouer les appareils de détection des douaniers des ports de Newark, au New Jersey, et de Montréal.

Les barils doublés et marqués avaient ensuite été transportés dans un entrepôt de Boucherville, où les enquêteurs de Colisée les avaient



PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

Franco Pellegrino a été accusé de gangstérisme et de complot pour importation de cocaïne à la suite de l'enquête antimafia Colisée et a été condamné à six ans et huit mois de prison.

découverts puis remplacés par des barils vides. Les policiers avaient ensuite intercepté de nombreuses conversations dans lesquelles les trafiquants s'accusaient mutuellement de la disparition de la drogue.

Certains d'entre eux étaient des amateurs de baseball et jouaient dans une ligue. Les enquêteurs ont convaincu

un de leurs coéquipiers – un joueur qui n'avait pu se tailler une place dans une équipe professionnelle – de devenir agent d'infiltration.

Fait à noter, l'entrepôt de Boucherville dans laquelle la drogue a été saisie était contrôlé par Richard Griffin, membre du gang de l'Ouest assassiné en juillet 2006.



CESSEZ DE CHERCHER À GAUCHE ET À DROITE.

Les prix Air Canada les plus bas se trouvent sur aircanada.com

FAITES LE TEST.

Si vous trouvez, dans les 24 heures, un seul autre site de voyage affichant un prix Air Canada inférieur au nôtre, nous vous accorderons le prix le plus bas en plus d'un crédit de 50 \$.

C'EST LA PROMESSE QUE VOUS FAIT AIR CANADA.

Vous trouverez toujours nos prix les plus bas sur aircanada.com

Réservez dès maintenant.

aircanada.com 

La garantie des plus bas prix Air Canada s'applique également aux réservations effectuées par les agents de voyages sur le site aircanada.com/agents

Notre promesse : si vous trouvez, dans les 24 heures suivant l'achat de billets sur aircanada.com, un autre site de voyage offrant un prix plus bas d'au moins 5 \$ pour exactement le même vol Air Canada, Air Canada Express^{MC} (exploité par Jazz Aviation LP, Sky Regional Airlines inc., Exploits Valley Air Services Ltd. ou Air Georgian) ou Air Canada rouge, Air Canada vous offrira un crédit de 50 \$ plus la différence du prix par passager. Les vols à code multiple ne sont pas admissibles. D'autres conditions s'appliquent. Pour tous les détails, visitez aircanada.com/garanti. ^{MC}Air Canada Express est une marque de commerce d'Air Canada.



l'événement
Gardez le sourire

Se termine
le 28 février

Nous payons vos **3** premiers
paiements
« aux deux semaines »

sur la plupart des modèles 2013 neufs

De 500 \$ à 1 750 \$ de plus dans vos poches.

De plus

Jusqu'à **0%** de financement à l'achat **72** mois ET **950 \$** en rajustements de prix total

sur certains modèles 2013 neufs

en rajustements de prix total

FOCUS SE 2013 berline



2013 IIHS
TOP SAFETY PICK
MEILLEUR CHOIX SÉCURITAIRE



5,5 L/100 km SUR ROUTE 7,8 L/100 km EN VILLE

Achetez pour
109 99\$ aux deux semaines @ **0%** terme **72** mois
taux annuel

Votre prix **19 399\$**

Louez pour

199 \$ par mois @ **0%** terme **48** mois
taux annuel

Incluant un acompte de **2 295 \$**
et un rajustement de prix de **950 \$**
à l'achat ou à la location.

Frais de transport et taxe sur le climatiseur inclus.



Intérieur de la Focus Titanium illustré

Caractéristique de la FOCUS SE comprend :

- Commande automatique des phares
- Clé programmable MyKey®
- Moteur développant 160 ch
- Obturateurs actifs de calandre
- Jantes de 16 po
- Climatisation
- Antibrouillards
- Système de surveillance de la pression des pneus
- Dispositif AdvanceTrac® avec contrôle de stabilité antiretourneement
- Système de remplissage de carburant sans bouchon Easy Fuel®
- Système à commande vocale Sync®

Partenaire automobile officiel des Canadiens



Allons plus loin
| quebecford.ca |

Choisissez un véhicule qui vous fera sourire.
Seulement chez votre concessionnaire Ford.

LES ACHETEURS AVISÉS LISENT LES PETITS CARACTÈRES. Les véhicules illustrés peuvent être dotés d'équipements offerts en option. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer à prix moindre. Ces offres s'adressent à des particuliers admissibles uniquement, sur approbation du crédit par Crédit Ford. Certains clients pourraient ne pas être admissibles au taux d'intérêt annuel le plus bas. Un dépôt de sécurité pourrait être exigé par Crédit Ford selon les termes et conditions du crédit du client. Ces offres excluent les frais d'immatriculation, les assurances, l'inspection de prélivraison par le concessionnaire, le plein de carburant, l'inscription au RDPHM (pour les véhicules financés ou loués), la taxe écologique sur les véhicules neufs, la TPS et la TVG. Tous les prix et rabais sont appliqués à partir du prix de détail suggéré par le constructeur (PDS). Ces offres sont d'une durée limitée et peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Pour obtenir tous les détails, consultez votre concessionnaire Ford, ou appelez le Centre des relations avec la clientèle Ford au 1 800 565-3673. Le programme est en vigueur du 15 janvier 2013 au 28 février 2013 et destine uniquement aux résidents canadiens qui achètent ou louent un nouveau véhicule Ford 2013 admissible financé par Crédit Ford Canada ou par l'entremise du programme FALS dans le cadre d'une Ford Focus 2013 neuve (à l'exception des versions S, ST et BEV). Certaines restrictions s'appliquent. Renseignez-vous auprès de votre concessionnaire. * Jusqu'au 28 février 2013, obtenez un taux d'intérêt annuel de 0 % pour le financement à l'achat d'une Ford Focus 2013 neuve (à l'exception des versions S, ST, hybride et hybride rechargeable) en multipliant le versement mensuel par 1,2, en divisant le total obtenu par 26, puis en multipliant le résultat par trois jusqu'à concurrence du montant maximal pour le véhicule admissible. ** Jusqu'au 28 février 2013, obtenez un taux d'intérêt annuel de 0 % pour le financement à l'achat d'une Ford Focus 2013 neuve (à l'exception des versions S, ST, hybride et hybride rechargeable) en multipliant le versement mensuel par 1,2, en divisant le total obtenu par 26, puis en multipliant le résultat à l'achat de 17 104 \$, au taux d'intérêt annuel de 0 %, pendant 72 mois, la mensualité exigible est de 238 \$ ou le taux d'intérêt annuel est de 0 %, pour une somme totale remboursable de 17 104 \$ (le total de 12 mensualités divisé en 26 périodes correspond à un versement mensuel de 109,99 \$), le coût d'emprunt est de 0 \$. Un acompte sur les offres de financement à l'achat pourrait être exigé en fonction de l'approbation du crédit par Crédit Ford. Le client peut se prévaloir des versements aux deux semaines seulement s'il est en mesure d'utiliser un système de paiement par ordinateur (services bancaires par Internet) ou par téléphone (service) lorsque la banque avec laquelle il fait des affaires offre un tel service). Le client est alors tenu de signer un contrat de financement par versements mensuels et de fournir un chèque couvrant le montant du premier versement devenant échu un mois suivant la date d'entrée en vigueur du contrat, on divise le total annuel de 12 mensualités par 26 périodes de paiement. *** Louez une Ford Focus SE berline au taux d'intérêt annuel de 0 % pour un terme allant jusqu'à 48 mois pour une mensualité exigible de 199 \$ moyennant un acompte de 2 295 \$. Cette offre inclut des montants de 450 \$ en contribution du concessionnaire et 500 \$ en allocation livraison. L'obligation locative totale est de 11 847 \$. La valeur de rachat optionnelle est de 7 529 \$ et le prix total d'acquisition est de 19 399 \$. Les taxes sont exigibles sur le montant total du prix de financement à la location, après déduction de tous rajustements de prix. Certaines conditions et une limite de 16 000 km par année pour une période de 48 mois s'appliquent. Un coût de 0,12 \$ par kilomètre s'applique au-delà de la limite permise, en plus des taxes exigibles. ** © 2013 SIRIUSXM Canada Inc. * SiriusXM®. De série sur la plupart des véhicules Ford avec abonnement de 6 mois prépayé. Le logo SiriusXM, de même que les noms et logos des stations sont des marques de commerce de SiriusXM Radio Inc. utilisées en vertu d'une licence. © 2013 Ford du Canada. Limitée. Tous droits réservés.

De série sur la plupart des véhicules Ford avec abonnement de 6 mois prépayé.

ACTUALITÉS

Autre cyberattaque contre le SPVM

Les pirates informatiques lancent un avertissement en vue du sommet sur l'éducation

EXCLUSIF

FABRICE DE PIERREBOURG

Pour la seconde fois en quelques mois, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) s'est fait pirater des données informatiques. Les centaines de noms, fonctions et numéros de téléphone de ses employés et cadres circulent depuis quelques jours sur le web accompagnés d'un texte d'«avertissement» qui leur est adressé en vue du prochain Sommet sur l'enseignement supérieur.

Cette cyberattaque fait l'objet d'une enquête commune du SPVM, de la Sûreté du Québec et du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), a appris *La Presse*.

Depuis une semaine, des enquêteurs cherchent non seulement à connaître l'identité de ces pirates, mais aussi quels serveurs ont été pénétrés. Selon nos informations, autant la police que la Ville de Montréal détiendraient ce genre de fichiers.

L'intrusion serait intervenue il y a moins d'un mois puisque, selon nos vérifications, la liste contient des promotions intervenues dans ce laps de temps.

Yves Francoeur, président de la Fraternité des policiers et policières de Montréal, ne cache pas sa «déception» et son inquiétude, d'autant plus que les données permettent de savoir qui, par exemple, est affecté à l'écoute électronique ou à la surveillance, postes considérés comme sensibles.

«Nous savions déjà que notre système informatique était archaïque, déplore-t-il. S'ils [les pirates] ont eu accès



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

En plus d'avoir publié des informations sur les employés et les cadres de la police de Montréal sur le web, les pirates informatiques y ont fait paraître un «dernier avertissement» adressé aux agents en uniforme les invitant à «[retenir leur] violence pendant le Sommet sur l'enseignement supérieur».

aux données du SPVM, cela veut dire qu'ils ont aussi en main les adresses personnelles. Cela met en danger les familles, les enfants de toutes les personnes concernées.»

Le commandant Ian Lafrenière, porte-parole de la police, ne nie pas que cette attaque soit «préoccupante», mais assure que les pirates «n'ont pas eu accès aux données personnelles». Néanmoins, «l'ensemble du personnel» a été avisé, dit-il.

Représailles

L'auteurs de cette cyberattaque, un groupe ou un individu

qui signe «Le Peuple», explique avoir agi en représailles. «Le SPVM a continuellement tourmenté la population de Montréal en utilisant de la violence physique pour nous frapper jusqu'à la soumission, de la violence sexuelle pour nous intimider», lit-on.

Cette revendication est doublée d'un «dernier avertissement» à quelques jours du Sommet sur l'enseignement supérieur: «Le temps est venu de reprendre le contrôle de nos rues [...] retenez votre violence pendant le Sommet sur l'enseignement supérieur [...]. Vous avez pris nos identités,

nous prenons maintenant les vôtres. [...] Vous avez oublié que vos actions sont le reflet non seulement de vous comme agent de police, mais aussi de vous en tant que personne; vous serez jugé avec ou sans votre uniforme.»

«C'est une forme d'intimidation que l'on prend au sérieux», indique Ian Lafrenière.

Au printemps dernier, le collectif Anonymous avait revendiqué une vague d'attaques informatiques similaires en réaction à l'adoption du projet de loi 78 par l'ex-gouvernement libéral. Les

systèmes informatiques du SPVM avaient été ciblés, tout comme celui de la Caisse d'économie des policiers, de la Fraternité des policiers et du ministère de la Sécurité publique lors de l'«opération Québec». Un geste revendiqué dans une vidéo mise en ligne sur YouTube. Le collectif de pirates avait aussi pénétré les réseaux de l'Association des directeurs de police du Québec, puis avait divulgué les identités et coordonnées de 163 membres, volées lors d'un colloque. Il s'agissait de mem-

«C'est une forme d'intimidation que l'on prend au sérieux.»

— Ian Lafrenière, porte-parole du SPVM

bres actifs de différents corps de police au Québec, ainsi que des retraités occupant des postes de responsables de la sécurité dans de grandes entreprises et sociétés d'État, et même des noms d'employés du SCRS.

L'organisme fédéral du renseignement se penche depuis quelques années sur les menaces «cyber», qu'elles soient destinées à détruire, paralyser, voler ou espionner. Son Centre intégré d'évaluation du terrorisme a aussi publié plusieurs bulletins d'alerte sur les actions du groupe Anonymous, qui revendique la paternité d'attaques spectaculaires en particulier contre la CIA et plusieurs gouvernements.

MONTRÉAL

Grève d'un jour des ingénieurs

KARIM BENESEAIEH

Sans convention collective depuis deux ans, les ingénieurs et les autres scientifiques de la Ville de Montréal tiendront une journée de grève à compter de 7 h demain matin.

Services essentiels obligent, ce débrayage de 24 heures ne devrait toutefois pas concerner le fonctionnement de l'appareil municipal, notamment l'approvisionnement en

eau potable. Ces 402 syndiqués – 369 ingénieurs, 14 chimistes, 17 géomètres-arpenateurs et 2 vétérinaires – veulent ainsi protester contre la lenteur des négociations avec la Ville.

Expertise convoitée

Essentiellement, le Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (SPSPEM) demande une «bonification» des conditions de ses membres les plus

expérimentés, ceux ayant de 15 à 25 ans d'ancienneté. Fort convoités par les entreprises privées, ils auraient de meilleures conditions au gouvernement du Québec, soutient Martin Tremblay, président du syndicat.

«On demande quelque chose de similaire. Avec les embauches depuis 2010, on se retrouve aujourd'hui avec un manque flagrant de personnes expérimentées. La Ville n'arrive pas à les recruter. Plus des trois quarts des

effectifs ont moins de cinq ans d'ancienneté.»

Pour la Ville, cette demande équivaut à une hausse salariale de 17%. «On n'y arrive pas, dit Jean-Yves Hinse, directeur du capital humain. Le marché nous indique qu'on n'est pas en retard. On n'a pas à rougir de la comparaison, surtout si on tient compte de la rémunération globale.»

Autre point d'achoppement, la Ville souhaite imposer une clause de

non-concurrence qui empêcherait tout ingénieur de travailler pour un sous-traitant un an après son départ. Comme on l'a fait avec les autres syndicats, on demande des concessions importantes sur le plan du régime de retraite, 4,6 millions en ce qui concerne les quatre syndicats de professionnels. Le SPSPEM se dit «ouvert» à cette demande globale, mais veut en négocier les modalités. M. Hinse s'est montré surpris de cette version des faits. «Aux dernières nouvelles, ils n'avaient fait que la moitié du chemin.» Quant à l'offre de hausse salariale de 2% par année, la même que celle reçue par les autres employés de la Ville, les scientifiques peuvent «s'en accommoder», précise M. Tremblay.

Réductions finales Harry Rosen

(Le solde se termine dimanche.)

DE 40 % À 60 % DE RABAIS

SUR LA MARCHANDISE AUTOMNE-HIVER

Complets : **40 % DE RABAIS**

Vestons sport, pantalons habillés et pardessus : **40 % DE RABAIS**

Chemises habillées et cravates : **50 % DE RABAIS**

Vêtements sport (chemises sport, tricot, pantalons décontractés et chandails) : **60 % DE RABAIS**

Vêtements d'extérieur automne-hiver : **60 % DE RABAIS**



Foulards, chapeaux et gants : **60 % DE RABAIS**

Peignoirs et pyjamas : **60 % DE RABAIS**

Chaussures : **50 % DE RABAIS**

Faites vos achats en magasin et en ligne. Hâtez-vous pour profiter du meilleur choix !

La marchandise n'est pas toute soldée. Cette offre ne s'applique pas aux vêtements sur mesure ou en commande spéciale. Service de retouche en sus pour les articles dont le prix est réduit de 50 % ou plus et pour les chemises en solde.

HARRY ROSEN

harryrosen.com

Chris Hadfield, l'astronaute chantant



**PATRICK
LAGACÉ**
CHRONIQUE

À 370 kilomètres au-dessus de la Terre, un sympathique moustachu joue de la guitare et documente sur Twitter sa vie d'astronaute de la 35^e expédition de la Station spatiale internationale (SSI). Ce faisant, le Canadien Chris Hadfield est peut-être en train de révolutionner la profession d'astronaute.

Hadfield, 53 ans, premier Canadien à avoir effectué une sortie dans l'espace (en 2001, lors de son deuxième vol dans la navette spatiale américaine *Endeavour*, arrimée à la SSI), est à des années-lumière de l'idée que je me faisais d'un astronaute.

L'astronaute moderne, à mon sens, est ce quasi-robot hyper cérébral, incolore et d'une discipline tout à fait soviétique dans sa communication avec le public. Se dégage de lui une froideur qui me laissait de glace devant le métier d'astronaute et l'exploration spatiale moderne.

Chris Hadfield, lui, est comme un extraterrestre dans cette confrérie un peu coincée. Il twitte avec une assiduité que ne renierait pas Denis Coderre. Il partage des photos de la planète à couper le souffle, avec en prime des réflexions poético-philosophiques parfois émouvantes. Il raconte avec passion la vie d'astronaute dans la SSI. Son compte Twitter - @Cmdr_Hadfield, 398 788 abonnés - est un des plus vivants de mon fil.

Et Hadfield ne se prend pas au sérieux. Quand un autre célèbre Canadien, William

Shatner, lui a demandé s'il twittait vraiment de l'espace, l'astronaute a répondu à l'ancien capitaine Kirk de *Star Trek* comme s'il était un lieutenant de l'*Enterprise*: « Standard Orbit, Sir. Et nous détectons des signes de vie à la surface! »

■ ■ ■

La semaine dernière, Hadfield a enregistré une chanson avec le groupe canadien Barenaked Ladies. Lui, dans l'espace; la bande d'Ed Robertson, appuyée par un chœur d'ados, sur Terre. La chanson *I.S.S. (Is Someone Singing)* est très jolie. Les paroles sont bon enfant et, franchement, Hadfield n'a pas à rougir de ses talents de chanteur et de guitariste...

Pensez-y: un astronaute qui chante et joue de la guitare, là-haut. Si ça ne vous met pas un sourire dans le visage, je ne sais pas ce qui vous mettra un sourire dans le visage.

Je suis un enfant de la navette spatiale américaine. L'espace, pour moi, c'est la navette. Les lancements de *Columbia*, quand j'avais 10 ans, étaient des événements qui justifiaient l'arrêt des classes pour visionnement télévisuel de masse.

Puis, à force de lancer ces navettes dans le ciel, l'exploration spatiale est devenue... routinière? Est-ce le bon mot? Quelque chose comme ça, en tout cas. Collectivement, l'idée de l'homme en orbite de la Terre a fini par cesser de nous enthousiasmer.

C'est pourtant un véritable tour de force, un monument au génie humain qui n'a rien



PHOTO CNW, UNIVERSITÉ DE WATERLOO

En plus de chanter et de jouer de la guitare, l'astronaute canadien Chris Hadfield mène d'innombrables expériences, notamment en collaboration avec l'Université de Waterloo, en Ontario.

d'ordinaire ou de routinier. Mais bon, comme tout le monde, j'ai cessé d'être impressionné par ce tour de force.

Chris Hadfield a ravivé mon intérêt de ti-cul pour la chose spatiale. Pas seulement parce qu'il interagit avec les humains ici-bas. Ça, c'est une partie de l'équation. Non, parce que l'humain qui interagit est un type intéressant et intéressé par ses semblables. Le contraire d'un robot. Avoir 10 ans, si je tombais sur la vidéo de sa chanson, si je lisais son fil Twitter, je voudrais être astronaute...

Hadfield a récemment fait un AMA sur le site américain Reddit. AMA signifie *Ask Me Anything*, Demandez-moi n'importe quoi, rubrique récurrente où des gens célèbres (mais pas toujours) répondent aux questions de la communauté allumée de Reddit. Hadfield a répondu de façon

exhaustive, avec introspection et humour.

Souffrez-vous de solitude? « Au centre de villes très peuplées, entourés de millions de personnes, il y a des gens qui souffrent de solitude. Dans la Station, avec le monde à travers la fenêtre, avec notre famille juste au bout du fil et tout le travail à faire, la solitude n'est pas plus problématique ici qu'ailleurs. »

Avez-vous peur? Réponse extrahumble: « Ce n'est pas que nous sommes extrabravés, c'est que nous sommes extrapréparés. »

Pourquoi gaspiller de l'argent sur l'exploration spatiale alors que des gens meurent de faim sur terre? « Dans toutes les sociétés, il doit y avoir un équilibre dans la façon de dépenser notre argent [...]. La clé est de décider quelle est la bonne portion de budget [à consacrer à l'espace] et je

crois que les agences spatiales de par le monde ont trouvé cet équilibre. Je sais qu'au Canada, nous travaillons très fort pour bien dépenser cet argent, en créant des produits utiles, en comprenant mieux le monde et la santé humaine, en inspirant la prochaine génération... »

Que redoutez-vous le plus? « Que quelqu'un que je connais et aime se blesse ou meure et que je ne puisse être là et aider. »

■ ■ ■

J'assume que je suis complètement pâmé devant cet astronaute chantant, souriant et moustachu. Et je le dis sans cynisme: j'aime l'idée que cet homme qui passe au-dessus de nous 16 fois par jour incarne quelque chose comme ce que le meilleur de l'humanité a à offrir.

Le Dr Christian Carrier, hémato-oncologue au Centre hospitalier affilié universitaire régional de Trois-Rivières, traitant un patient atteint de cancer

TROIS-RIVIÈRES, QC

Un médecin humaniste, une approche vouée au service du patient

Le Dr Christian Carrier et son équipe de la clinique d'hémato-oncologie étaient bien décidés à trouver une façon de réduire les longs temps d'attente inutile durant les traitements de chimiothérapie. « Parce que les patients sont au cœur de nos préoccupations, nous avons revu chaque aspect des soins – l'accueil, la pharmacie, le laboratoire, les soins infirmiers – et nous avons réduit l'attente de 70 pour cent », explique le Dr Carrier. « La clé du succès, c'est une équipe entièrement mobilisée autour du mieux-être du patient. » MDPOURPATIENTS.CA

Votre médecin.
L'innovation au service des patients.



ACTUALITÉS

L'icône du Black Power Angela Davis à Montréal

Une militante toujours au front

JEAN-CHRISTOPHE LAURENCE

Toute sa vie, elle a suscité la controverse. Mais hier, il n'y avait que des admirateurs pour l'entendre à l'Astral.

Icône du mouvement Black Power des années 70, la militante américaine Angela Davis était de passage à Montréal pour une conférence dans le cadre du Mois de l'histoire des Noirs. Sa légendaire coupe afro a depuis longtemps disparu. Mais son discours reste celui d'une militante. Forcément, car les problèmes raciaux aux États-Unis sont encore loin d'être réglés.

Progrès et reculs

«Le fait qu'on puisse élire un président noir en dit long sur le chemin parcouru», a lancé M^{me} Davis en entrevue, quelques instants avant de monter sur scène. «Certains aspects du racisme ont été réglés. Mais le racisme structurel, lui, persiste. Je le vois dans les prisons. Il y a actuellement plus de Noirs derrière les barreaux qu'il y avait d'esclaves en 1850. On en compte plus d'un million sur une population carcérale de 2,5 millions. Je le vois aussi



Angela Davis a donné une conférence à Montréal hier dans le cadre du Mois de l'histoire des Noirs.

dans l'éducation. Tous n'ont pas les mêmes privilèges. On peut donc dire que la situation s'est à la fois empirée et améliorée.»

Les politiques de droite, qui ont une influence sur tout le système, expliquent en bonne partie ce recul. «Un président ne peut pas faire la différence», a-t-elle

souligné, en évoquant la désindustrialisation, le capitalisme sauvage et le démantèlement de l'État-providence qui gangrèment le pays de l'Oncle Sam.

Ce n'est guère mieux au Canada, a ajouté la militante, qui déplore les «directions conservatrices» du gouvernement en place. «On pourrait croire que vous êtes plus avancés que les États-Unis. Mais vous aussi, vous avez besoin de changements en profondeur. Il faut plus de socialisme.»

« Il y a actuellement plus de Noirs derrière les barreaux qu'il y avait d'esclaves en 1850. »

— Angela Davis

Mobilisation prometteuse

Le mouvement Occupy et ses dérivés – dont l'Idle No More amérindien – seront peut-être un facteur de changement. Elle voit ces initiatives citoyennes comme quelque chose de «prometteur». Pacifistes, autochtones, immigrants, Noirs, «1%»: tous ces mouvements sont liés les uns aux autres, ce qui n'aurait peut-être pas été aussi simple à l'époque. Elle est tout particulièrement heureuse que des pays africains, l'Égypte et la Tunisie en tête, aient sonné l'éveil des consciences avec leur Printemps arabe.

«Cela est tout à fait inspirant. Il se crée des solidarités qu'on n'aurait jamais pu imaginer. C'est aussi une bonne leçon d'humilité, pour nous, Nord-Américains, qui croyons être les meilleurs dans tout. On peut apprendre beaucoup de ces gens-là. Comme on peut apprendre beaucoup des Palestiniens, qui luttent pour leur terre depuis 1948.»

Même si elle n'est plus à l'avant-poste de la rébellion, la militante de 69 ans continue de livrer bataille sur tous les fronts. Outre la cause noire, elle s'intéresse particulièrement à l'industrie carcérale, au féminisme, à la philo et au communisme, et œuvre comme conférencière après une longue carrière universitaire.

«Ennemi public»

On est loin de «l'ennemi public numéro un» qui avait semé l'émoi aux États-Unis en 1970. Accusée de complicité de meurtre, Angela Davis, communiste avouée, a figuré sur la liste des femmes les plus recherchées par le FBI, avant d'être incarcérée. L'affaire avait connu un retentissement international et rallié l'appui de plusieurs personnalités d'envergure, dont Jean-Paul Sartre et John Lennon.

Il y a deux ans, l'actrice Halle Berry avait publiquement exprimé son souhait de camper Angela Davis dans un film biographique. C'est plutôt un documentaire qui lui rendra justice. Présenté au Festival international du film de Toronto l'automne dernier, *Free Angela Davis and all the Political Prisoners*, de Shola Lynch, devrait prendre l'affiche à la fin du mois d'avril. Une occasion de retracer le parcours de cette militante radicale, devenue de son vivant une icône de la culture populaire.

8 PRODUITS D'ÉPARGNE FLEXIBLES ET SÛRS

APPELEZ-NOUS POUR EN SAVOIR PLUS

1 800 463-5229 | www.epq.gouv.qc.ca

Du lundi au vendredi de 8 h à 20 h
et les samedis de février de 10 h à 16 h

ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC VOTRE REER GARANTI À 100%

BONI DE

1%

LA PREMIÈRE ANNÉE
POUR LES NOUVEAUX FONDS
REER, FERR, CRI ET FRV
INVESTIS EN OBLIGATIONS

Épargne
Placements
Québec

LOTO QUÉBEC		Résultats des tirages du : 2013-02-18	
Sprinto			
23	25	27	40 44
Power			
3	3	8	8 V
Astro			
Jour	Mois	Année	Signe
26	JUIN	93	VIERGE
ContiGame			
693	4256		
Extra		Triples	
2015588	02 19	20 24 37	
banco			
02 04 05 09 11 13 18 26 35 37	39 43 50 52 55 62 64 67 69 70		
En cas de départé entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.			

BMW Laval Récapitulatif 2012

BMW Laval

www.bmwval.com



Le plaisir de conduire. MD

40

1973-2013
ans à votre service

Cette année marque une étape importante pour nous, chez BMW MINI Laval, puisque nous célébrons notre 40e anniversaire! Nous sommes extrêmement fiers et reconnaissants d'avoir eu le privilège de vous servir tout au long de ces années. Nous désirons vous remercier personnellement de faire partie de notre famille et inviter, ceux qui ne nous connaissent pas, à venir découvrir qui nous sommes et ce qui rend BMW Laval si exceptionnel depuis 1973.



Nick Loffreda
Grand-Maitre Vendeur Or



Joe Caruso
Grand-Maitre Vendeur Or



Denis Girard
Grand-Maitre Vendeur Argent



Cedric Baillet
Grand-Maitre Vendeur Argent



Eric Nolet
Grand-Maitre Vendeur Argent



Mike Sepe
Grand-Maitre Vendeur Or



Luc Stephan
Grand-Maitre Vendeur Or



Dat Ly
Grand-Maitre Vendeur Argent

En 2012, notre équipe de vente nous a propulsé vers l'excellence en termes de qualité de service et volume de ventes. Nous désirons remercier toute notre équipe et plus particulièrement nos Grands-Maitres vendeurs et MINI ACEs de nous permettre d'être le détaillant BMW de choix pour l'Est du Canada.



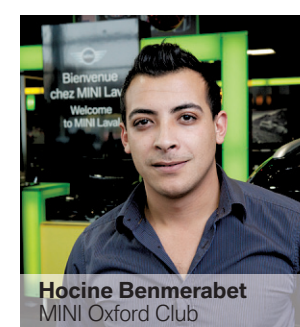
Charles St-Roch
MINI ACE



David Cohen
MINI ACE



Joliane Tremblay
MINI ACE



Hocine Benmerabet
MINI Oxford Club



Chris Samyn
MINI Oxford Club

BMW Laval est très fière!

Sur 242 participants du "Programme de Reconnaissance Pièces et Service", 14 des meilleurs candidats ont été sélectionnés au Canada. Parmi ceux-ci, 6 représentaient BMW Laval.

Nous sommes aussi très fiers d'annoncer que depuis deux ans, BMW Laval détient les résultats les plus élevés dans les départements du service et des pièces.

Félicitations!



De gauche à droite:
Michel Hamelin, Christian Bordeleau, Jamie Despres, Giuseppe Buffone, Alain Castonguay, Steve Savaria



Notre famille de Service BMW Laval



Félicitations à Fabien Barrielle! Gagnant de la compétition nationale ASCE!

Le Groupe BMW offre une récompense annuelle concernant la compétition prestigieuse parmi les meilleurs techniciens de BMW Canada, "After Sales-Competition of Excellence" (ASCE). En 2012, les 5 meilleurs concurrents dans la région de l'Est étaient tous de BMW Laval et pour la première fois dans l'histoire canadienne BMW, BMW Laval reste titulaire du titre ASCE. Félicitations à Fabien Barrielle, et merci d'avoir rapporté le trophée chez BMW Laval!



BMW Laval
Le plaisir commence ici.

Avec 150 000 pi.ca, à une seule adresse pour tous vos besoins: ventes, pièces, accessoires, service et carrosserie.

Nous vous invitons à venir nous découvrir et à déguster un cappuccino à notre bistro Autogrill.

2450 boul. Chomedey, Laval, QC, H7T 2X3 www.bmwval.com

Tél. 450.682.1212

Suivez-nous:

[facebook.com/bmwval](https://www.facebook.com/bmwval)

[@BMWMINILaval](https://twitter.com/BMWMINILaval)

MONDE

LE TOUR DU GLOBE



PHOTO REUTERS

Colombie Un Canadien toujours aux mains de l'ELN

La guérilla colombienne de l'ELN (Armée de libération nationale) a confirmé hier qu'elle détenait toujours un ressortissant canadien employé par une société minière. L'ingénieur Jernoc Wobert, 47 ans, a été enlevé mi-janvier avec cinq autres collègues qui ont quant à eux été relâchés vendredi dernier.

— Agence France-Presse

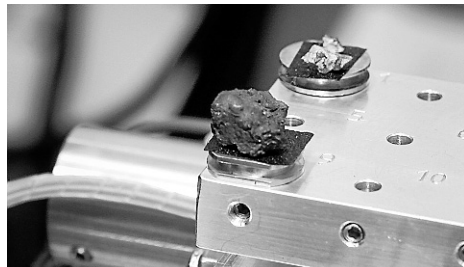


PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

Russie Des fragments de la météorite trouvés

Des scientifiques ont annoncé avoir trouvé des fragments de la météorite qui s'est désintégrée au-dessus de Tcheliabinsk et dont l'onde de choc a fait plus d'un millier de blessés dans l'Oural. L'Université de l'Oural a indiqué qu'une de ses équipes avait recueilli dimanche une cinquantaine de débris.

— Agence France-Presse



PHOTO REUTERS

Cuba La dissidente Yoani Sanchez en tournée

La blogueuse dissidente cubaine Yoani Sanchez a entamé une tournée de trois mois dans une douzaine de pays du continent américain et en Europe. Hier, elle est arrivée à Recife, au Brésil, où elle a été reçue par des admirateurs, mais aussi des détracteurs. « Vive la démocratie! », a-t-elle lancé.

— Agence France-Presse



PHOTO ASSOCIATED PRESS

États-Unis Un blouson de JFK vendu 665 500 \$

Un blouson d'aviateur en cuir ayant appartenu à John F. Kennedy s'est vendu aux enchères à 665 500 \$, a annoncé hier la maison John McInnis. Il avait été retrouvé par la famille du président américain assassiné en 1963, dans les affaires de David Powers, très proche ami et collaborateur de JFK.

— Agence France-Presse

FRANCE

Trois femmes se lancent à la conquête de Paris

GABRIELLE GRENZ
AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — Pour la première fois, trois femmes ont annoncé leur désir de briguer la mairie de Paris aux élections municipales de 2014 pour succéder au socialiste Bertrand Delanoë, une évolution sociétale en progression en France, comme le montre la parité de l'exécutif et de certaines institutions.

Cette « bataille des dames à Paris » promet une « campagne inédite » pour les municipales dans la capitale, selon le quotidien *Le Parisien*, entre la socialiste Anne Hidalgo, première adjointe du maire actuel, Nathalie Kosciusko-Morizet, ex-porte-parole de Nicolas Sarkozy, et Cécile Duflot, ministre écologiste du Logement.

« Peut-être qu'elles pourraient démontrer qu'on peut avoir des projets différents, faire de la politique autrement entre femmes, en étant concurrentes sans être des adversaires », a dit hier l'eurodéputé Daniel Cohn-Bendit sur la chaîne ITELE.

Anne Hidalgo, 53 ans, avait annoncé la couleur dès le 2 septembre, mais elle devra tout de même attendre des primaires



Anne Hidalgo, première adjointe du maire Bertrand Delanoë, Nathalie Kosciusko-Morizet, ex-porte-parole de Nicolas Sarkozy, et Cécile Duflot, ministre écologiste du Logement.



organisées par le Parti socialiste à une date encore à fixer.

M^{me} Kosciusko-Morizet, 39 ans, ex-ministre de l'Écologie sous le président Sarkozy, a pris bon nombre de ses collègues du parti conservateur UMP de court en se disant candidate vendredi. Elle devra elle aussi attendre l'issue de primaires de son parti pour Paris. Cécile Duflot, *outsider* de 37 ans, a créé la surprise dimanche en glissant

dans un entretien au *Journal du Dimanche* que, concernant les élections municipales à Paris, « rien n'est exclu ».

« Le plafond de verre cède »

La société française, où les femmes sont sous-représentées dans les postes de responsabilité, en compte 33,8 millions contre 31,7 millions d'hommes. Petit à petit, cependant, les choses changent en faveur



PHOTO CHARLES PLATIAU, REUTERS

d'une plus grande féminisation dans de hautes instances.

Au Conseil constitutionnel, institution vénérable chargée de la conformité des lois avec la Constitution, trois femmes viennent ainsi d'être nommées sur propositions respectivement du président François Hollande et des présidents des deux chambres du Parlement, ce qui répond à une demande ancienne des associations féministes.

Nommés pour neuf ans et renouvelables par tiers tous les trois ans, les neuf membres du Conseil constitutionnel comptent désormais un tiers de femmes.

« Avec ces trois nominations, la République tient sa promesse d'égalité: c'est le plafond de verre qui cède par le haut », a déclaré à l'AFP la ministre des Droits des femmes, Najat Vallaud-Belkacem.

Au gouvernement de François Hollande, la parité est respectée depuis l'été dernier avec 17 femmes et 17 hommes dans l'équipe autour du premier ministre Jean-Marc Ayrault.

Petit à petit, les choses changent en faveur d'une plus grande féminisation dans de hautes instances.

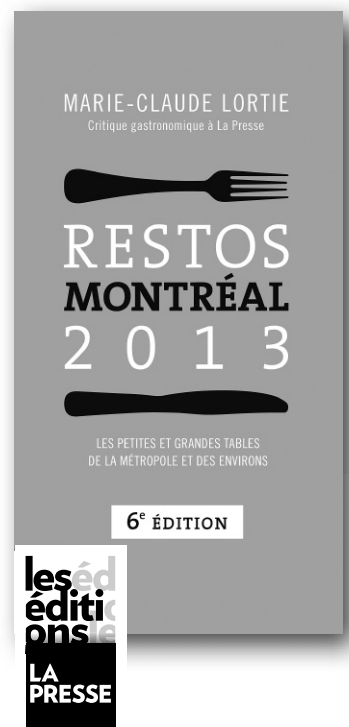
Dans un pays qui n'a accordé le droit de vote aux femmes qu'en 1945, les députés ont prévu cette semaine de commencer à débattre d'une réforme du système électoral afin d'instaurer la parité par la loi dans toutes les instances élues.

L'Assemblée nationale actuelle, élue en 2012, ne compte que 150 députées, soit 26 % des 577 sièges, contre 19 % dans la précédente.

Alors qu'aux élections régionales, municipales et européennes, la parité est presque respectée, la nouvelle formule envisagée vise les élections cantonales: deux sièges par canton, un pour un homme, l'autre pour une femme, le nombre total de cantons étant divisé par deux.

LA SUPERGRILLE DU MOIS

LA
PRESSE



EN FÉVRIER

Cinquante personnes gagneront le livre « RESTOS MONTRÉAL 2013 » et un sac réutilisable



À NE PAS MANQUER
SAMEDI

VIE PRIVÉE

L'Europe veut sanctionner Google

D'APRÈS L'AFP

Les autorités des 27 pays de l'Union européenne de protection des données ont annoncé hier qu'elles engageaient une « action répressive » à l'encontre du géant Google, qui n'a « pas répondu » à leur injonction de modifier ses règles de confidentialité, jugées peu claires et incomplètes pour l'utilisateur.

Google a immédiatement répliqué en réaffirmant que ses règles en vigueur « respectaient la loi européenne ».

Depuis le mois de mars 2012, le groupe applique une nouvelle politique de confidentialité qui fusionne une soixantaine de règles d'utilisation en une seule, en regroupant les informations de plusieurs services autrefois séparés, comme la messagerie Gmail ou le réseau communautaire Google+.

En octobre, les 27 autorités européennes de protection des données avaient demandé à Google « une information plus claire et plus complète sur les données collectées », et surtout

leur « finalité », arguant de « la non-maîtrise de l'utilisateur » en la matière.

Elles avaient sommé Google d'apporter des modifications dans les quatre mois, afin de « se mettre en conformité » avec la directive européenne qui vise à protéger le droit à la vie privée.

Hier, puisque l'ultimatum avait expiré, les autorités européennes ont indiqué que Google n'avait « pas apporté de réponse précise et opérationnelle à leurs recommandations ».



Avis de consultation de radiodiffusion CRTC 2013-19

Canada

Le Conseil a été saisi de la demande suivante : Date limite pour le dépôt des interventions/observations : 20 février 2013.

• Demandes de distribution obligatoire sur les systèmes de distribution par câble et par satellite en vertu de l'article 9(1)(h) de la Loi sur la radiodiffusion et demandes de renouvellement de licence des services indépendants de la télévision traditionnelle, payante et spécialisée – L'Ensemble du Canada

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter l'avis de consultation CRTC 2013-19, sur le site Web du CRTC au www.crtc.gc.ca à la section « instances publiques » ou appelez le numéro sans frais 1-877-249-CRTC.



Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

Belgique Pas de sorties pour Dutroux

Le meurtrier pédophile belge Marc Dutroux, condamné à la perpétuité en 2004, n'a pas obtenu hier le droit de continuer à purger sa peine à l'extérieur sous la surveillance d'un bracelet électronique. Selon le Tribunal d'application des peines de Bruxelles, Marc Dutroux avait « sollicité le droit de sortir de prison pour rechercher un logement public et préparer sa réinsertion », mais il ne « précisait pas où il irait ni comment il procéderait pour trouver un logement » en cas de sortie temporaire. — AFP



PAYEZ D'ICI



METTEZ LA BORNE DANS VOTRE TÉLÉPHONE

PAYEZ VOTRE PLACE DE STATIONNEMENT À MÊME VOTRE TÉLÉPHONE INTELLIGENT, PEU IMPORTE OÙ VOUS ÊTES! C'EST SIMPLE, RAPIDE ET SÉCURITAIRE.



TÉLÉCHARGEZ GRATUITEMENT L'APPLICATION

DISPONIBLE SUR APP STORE, GOOGLE PLAY ET BLACKBERRY APP WORLD



ServiceMobile
vous facilite la vie!



MONDE

Oscar Pistorius devant le tribunal

Accusé du meurtre de sa petite amie, Oscar Pistorius comparaît ce matin devant le tribunal de Pretoria. L'athlète va demander sa libération sous caution. Une requête qui a très peu de chances d'aboutir, explique notre journaliste. Cinq questions pour faire le point sur l'affaire qui bouleverse l'Afrique du Sud.

PATRICIA HUON
COLLABORATION SPÉCIALE
PRETORIA

Q Y a-t-il eu de nouvelles révélations au cours des derniers jours?

R Depuis la première comparution d'Oscar Pistorius vendredi – l'audience a alors été ajournée –, il y a eu de nombreux rebondissements, relatés par la presse sud-africaine. Une batte de cricket ensanglantée aurait été trouvée au domicile de l'athlète et aurait pu servir à fracasser la tête de la victime, Reeva Steenkamp, abattue de quatre balles jeudi à l'aube.

Selon le tabloïd britannique *The Sun*, la police aurait également mis la main sur des stéroïdes anabolisants. Ces produits dopants ont pour effet d'augmenter la masse musculaire, mais une utilisation à forte dose peut aussi entraîner des comportements agressifs.

Cependant, il ne s'agit pour l'instant que d'informations révélées par les médias, qui n'ont pas été confirmées par la police. Seuls les résultats des prises de sang auxquelles a dû se soumettre Oscar Pistorius et de l'autopsie du corps de la victime pourront confirmer, ou non, ces allégations.

Q Quel est l'enjeu de l'audience d'aujourd'hui?

R Oscar Pistorius comparaît devant le tribunal de Pretoria pour demander

une libération sous caution. Le Parquet s'opposera à cette requête et présentera son dossier à charge. Celui-ci contiendra très certainement la liste des indices récoltés par la police, et des détails sur la manière dont la police estime qu'Oscar Pistorius a tué Reeva Steenkamp.

Au cours de l'audience, qui doit se prolonger demain, les avocats de l'athlète handisport tenteront probablement de convaincre la Cour en disant qu'il ne représenterait aucun danger pour la communauté et ne tenterait pas de fuir s'il était remis en liberté en attendant son procès. L'accusé devrait aussi exposer sa version des faits devant le juge. Si la libération sous caution est refusée, Pistorius, actuellement détenu dans un commissariat de Pretoria, sera transféré en prison.

Q Que risque Oscar Pistorius au terme de son procès?

R Vendredi dernier, Oscar Pistorius a été inculpé pour meurtre. Une accusation que le Parquet devrait reformuler en meurtre avec préméditation. Le système judiciaire sud-africain ne prévoit pas de jury populaire. C'est un seul juge, assisté de deux conseillers, qui écouterait toute l'affaire et statuera sur la culpabilité ou l'innocence de l'accusé. S'il est reconnu coupable, Oscar Pistorius pourra interjeter appel. Il risque une condamnation à perpétuité. Il n'y a pas de peine de mort en Afrique du Sud.



Le champion paralympique Oscar Pistorius est accusé du meurtre de sa petite amie, Reeva Steenkamp, mannequin et présentatrice de télévision.

PHOTO THEMBANI MAKHUBELE, ARCHIVES REUTERS

Q Quelle sera la ligne de défense?

R Pistorius réfute les accusations de meurtre, et sa famille, qui s'est exprimée par l'entremise de son agence de relations publiques, maintient aussi la thèse de l'accident. L'athlète aurait dit à sa sœur qu'il avait pris sa compagne pour un cambrioleur. À l'arrivée de ses proches sur les lieux du drame, Reeva Steenkamp respirait toujours et Pistorius aurait tenté de la réanimer.

S'il est avéré qu'Oscar Pistorius était sous l'influence de stéroïdes au moment du drame, ses avocats pourraient

aussi tenter d'utiliser cet argument pour demander que des circonstances atténuantes soient reconnues.

Outre deux avocats, ténors du barreau, la famille Pistorius a engagé le Britannique Stuart Higgins, ancien rédacteur en chef du tabloïd *The Sun*, pour renforcer ses relations publiques.

Q Pourquoi décrit-on le procès comme un « combat de poids lourds » ?

R Oscar Pistorius est représenté par un duo d'avocats qui figurent parmi les meilleurs du pays: Barry Roux et Kenny Oldwage. Ce dernier

a notamment obtenu l'acquiescement du chauffeur qui, après avoir perdu la maîtrise de son véhicule, avait provoqué l'accident dans lequel est morte l'arrière-petite-fille de Nelson Mandela, à la veille de la Coupe du monde de football en 2010.

Du côté de l'accusation, le procureur, Gerrie Nel, est connu notamment pour avoir envoyé en prison pour corruption, en 2011, le chef de la police sud-africaine Jackie Selebi. L'arbitre du duel sera le juge Desmond Nair, magistrat expérimenté. Plusieurs années pourraient néanmoins s'écouler avant le début du procès.

CRIMES DE GUERRE EN SYRIE

L'ONU veut saisir la justice internationale

AGENCE FRANCE-PRESSE

DAMAS — Le président Bachar al-Assad s'est dit certain de la victoire de ses troupes contre les rebelles, au moment où Carla del Ponte, membre de la commission d'enquête de l'ONU, a demandé que la justice internationale soit saisie des crimes de guerre commis en Syrie.

Sur le terrain, les rebelles continuent leur avancée vers l'aéroport d'Alep et la base aérienne militaire de Nairab, attenante, selon une ONG syrienne et une source militaire. Les loyalistes bombardent les zones insurgées dans ce secteur du nord du pays.

Se montrant tout aussi inflexible qu'au début de la

révolte, le président Assad a affirmé avoir la « certitude » de pouvoir gagner la guerre, des propos tenus devant des hommes politiques libanais et repris hier par un quotidien pro-syrien à Beyrouth.

« Nous avons la certitude de gagner », a dit M. Assad, en soulignant, selon le journal *as-Safir*, les « exploits politiques et militaires » du régime. « Cela ne veut pas dire que tout est réglé, nous avons encore beaucoup à faire en politique et dans le combat contre les groupes terroristes extrémistes », a-t-il ajouté.

Devant l'horreur des violences qui ont coûté la vie à 70 000 personnes et poussé à l'exode des centaines de milliers de réfugiés, Carla del

Ponte a affirmé à Genève qu'il était temps de « mettre en route la justice » internationale.

Elle a suggéré de saisir la Cour pénale internationale, en présentant un nouveau rapport de la commission d'enquête indépendante de l'ONU dénonçant l'escalade des crimes de guerre commis aussi bien par le régime que par les rebelles.

Selon elle, « il est incroyable que le Conseil de sécurité de l'ONU n'ait pris aucune décision » depuis deux ans.

L'ex-procureur a rappelé que la commission avait dressé une liste, gardée secrète, des responsables de crimes de guerre en Syrie.

Dans ce nouveau rapport, la commission créée en 2011



Le régime de Bachar al-Assad assimile les rebelles à des terroristes et les accuse d'être financés et soutenus par l'étranger.

PHOTO ZAC BAILLIE, AGENCE FRANCE-PRESSE

et qui n'a jamais pu se rendre en Syrie condamne les deux protagonistes pour les crimes de guerre, tout

en soulignant que le camp gouvernemental reste le principal responsable des atrocités.

SORTIR DES SENTIERS BATTUS

DES IDÉES POUR LA RELÂCHE SCOLAIRE
DEMAIN DANS

LA PRESSE

Tunisie Le projet de cabinet apolitique échoue

Le premier ministre tunisien Hamadi Jebali a reconnu hier l'échec de son initiative de former un cabinet apolitique sans pour autant démissionner ou annoncer de solution pour sortir la Tunisie de sa pire crise politique depuis la révolution de 2011. « Je dis en toute clarté que l'initiative telle que je l'ai présentée, c'est-à-dire un gouvernement composé de membres n'appartenant pas à des partis politiques [...], n'a pas recueilli un consensus », a-t-il dit dans la soirée à l'issue de pourparlers avec les chefs d'une quinzaine de partis. M. Jebali a évoqué la possibilité d'une autre forme de compromis sur la composition du

gouvernement. Celle-ci pourrait intervenir « dans les tout prochains jours ». Il avait lancé la formation d'un cabinet de technocrates, contre l'avis de son parti islamiste Ennahda, le 6 février, jour de l'assassinat de l'opposant anti-islamiste Chokri Belaïd qui avait déclenché une nouvelle vague de violences. Le premier ministre n'a cependant pas démissionné hier soir, alors qu'il avait promis de le faire si son projet échouait. Il a indiqué qu'il rencontrerait aujourd'hui le président Moncef Marzouki « pour parler des étapes à venir » en vue de trouver « un consensus autour d'une autre solution ».

— Agence France-Presse

Russie Mort sordide d'un député

Le corps d'un député russe, qui avait été enlevé à la mi-février, a été retrouvé dans un tonneau rempli de ciment dans un petit village près de Moscou, a indiqué hier le comité d'enquête russe dans un communiqué. « Le corps de Mikhaïl Pakhomov, député au conseil législatif de la Ville de Lipetsk [à 438 km au sud de Moscou], a été découvert dans le sous-sol d'un garage privé, dans un tonneau en métal rempli de ciment » dans le village d'Oboukhovo, à environ

30 km de Moscou, a précisé le comité. Les enquêteurs ont conclu à « une mort violente », selon la même source. Pakhomov, 37 ans, avait disparu le 12 février et la police avait aussitôt ouvert une enquête pour enlèvement et meurtre. Huit personnes au total, parmi lesquelles le commanditaire présumé, un ex-ministre du Logement et des Services collectifs de la région de Moscou, Evgueni Kharitonov, ont été arrêtées, selon le comité d'enquête.

— D'après l'AFP

HUGO CHAVEZ DE RETOUR AU VENEZUELA

«Merci, peuple bien-aimé!»

C'est sur Twitter que le président vénézuélien Hugo Chavez a annoncé, tôt hier matin, qu'il était de retour dans son pays natal après deux mois de traitements à Cuba. « Nous sommes de retour à la Patrie vénézuélienne. Merci mon Dieu!! Merci peuple bien-aimé!! Nous continuerons le traitement ici », a-t-il écrit dans le premier d'une série de gazouillis. C'était la première fois que l'homme politique, habituellement très actif sur la Toile, publiait quelque chose sur son compte Twitter depuis le mois de novembre.

GABRIELLE DUCHAINE

Le président Chavez souffre d'un cancer à la région pelvienne, diagnostiqué en juin 2011. Depuis, il a été opéré à plusieurs reprises à Cuba. Il y a aussi subi de nombreuses séances de chimiothérapie et de radiothérapie. S'il s'est plus d'une fois déclaré guéri, il a chaque fois rechuté. Avant son dernier séjour dans l'île socialiste, l'homme politique de 58 ans avait l'habitude de faire référence à ses traitements sur les réseaux sociaux. Cette fois, il a attendu d'être de retour. L'annonce a suscité de vives réactions, notamment de la part de la principale figure de l'opposition vénézuélienne, le gouverneur Henrique Capriles.

LA MALADIE D'HUGO CHAVEZ EN CINQ GAZOULLIS



Février 2013, en réaction au retour du président Chavez au pays.

« J'espère que le retour du président sera définitif et qu'il signifie que ses ministres se remettront au travail. Il y a mille problèmes à résoudre. »
— Henrique Capriles

Février 2013, quelques heures à peine après son retour au Venezuela.

« Je reste soudé à Dieu et j'ai confiance en mes médecins et mes infirmières. Toujours jusqu'à la victoire! Nous vivrons et nous vaincrons!!! »
— Hugo Chavez

Mars 2012, alors à Cuba pour des traitements de chimiothérapie.

« Nous déjeunons avec Fidel [Castro]. J'envoie une étreinte gigantesque à tout le peuple vénézuélien!! Nous vivrons et nous vaincrons! »
— Hugo Chavez

Avril 2012, alors à Cuba pour des traitements de chimiothérapie.

« Je suis à la mission de Vanguardia [Cuba]. D'ici, je suis mon traitement. »
— Hugo Chavez

Juin 2011, alors que son état de santé vient d'être rendu public.

« Bonjour mes chers et chères camarades! Je vous envoie de nouveau mes mots de remerciement pour tant de messages d'encouragement. Ici, je mène la bataille. »
— Hugo Chavez

PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

La suite des choses

De retour en sol vénézuélien après deux mois d'absence, le président Hugo Chavez devra maintenant être assermenté avant d'entrer officiellement en fonction. La prestation de serment du président, réélu en octobre pour un mandat de six ans, devait avoir lieu de 10 janvier dernier. Mais l'état de santé du politicien, qui était alors hospitalisé à Cuba, a forcé le report de la cérémonie à une « date ultérieure », ce qui a plongé le pays dans un débat constitutionnel. C'est

finalement la Cour suprême qui a accepté que son investiture soit retardée. Des sources au tribunal suprême de jus-

Des opposants au président, en poste depuis 1999, ont toutefois exprimé des doutes quant à sa capacité à gérer

le vice-président ne nous mente pas en répétant que M. Chavez exerce ses fonctions », a déclaré la coalition

de santé prédisaient le pire. Avant de partir pour Cuba, Hugo Chavez avait pour la première fois délégué une partie de ses pouvoirs au vice-président Nicolas Maduro. Il en a aussi fait son successeur politique, ce qui a créé beaucoup d'incertitude sur une éventuelle élection anticipée. Une incertitude qui reste bien réelle malgré le retour du président, selon ce qu'un analyste de l'institut d'enquête d'opinion franco-vénézuélien Datanalisis a déclaré au journal français *Libération*.
— Gabrielle Duchaine

« Le président et sa famille, comme il se doit, se consacrent au traitement de sa maladie, ce qui est humainement sa priorité. Mais que le vice-président ne nous mente pas en répétant que M. Chavez exerce ses fonctions. » — Table de l'union démocratique

tice du Venezuela ont indiqué à l'Agence France-Presse qu'il était possible de procéder à l'investiture du chef de l'État « à tout moment ».

le pays. « Le président et sa famille, comme il se doit, se consacrent au traitement de sa maladie, ce qui est humainement sa priorité. Mais que

d'opposition Table de l'union démocratique dans un communiqué de presse diffusé hier. Durant son absence, des rumeurs concernant son état

NICOLE ALLARD WAFIK ANDRAWES JUAN-FRANCISCO ASENJO LOUISE T AUGER TOMMY AUMOND- BEAUPRE DAOUF AYAS JEAN-PIERRE AYOUN JOSEPH AYOUN DAVID BACIN SAMI BAHIG PAUL BARRÉ MARK BA... LOUIS BELAND LOUIS BELAND SIZ... MERRY REAL BERTRAND JASON BOMAN MICHAEL BONNYCASTLE GUY BOUCHARD GENEVIÈVE BOUCHARD SERGE BOUDREAU DONALD... MICHEL BRISSON... CARREIR... INES COLMEGNA LOUISE COMEAU PIERI ALAIN COTÉ ANDRÉ ANNE COTÉ CLAU DALLAL DOUGLA... ROME GENI... MÉLISSA D... DUGAS HU... ERIN... FORT... BRUI... GILL... OUA... HAN... HUG... KATS... HAL... LAP... LARE... LEFE... LIND... MAN... STE... CLAR... PIER... MOU... NEM... NOEL... GREGO... SANDA... NORMAND... JOHANNE RICHARD JOAN RIVERA ROG ROUSSEAU HÉLÈNE ROUSSEAU SIDEL EWA SELONOWICZ ANI... MICHAEL... ANNE M... JEAN-PIERRE VILLENEUVE PA... MATTHIEU VINCENT SIMON WING MARIE YAREMKO

Tuer n'est pas un soin.

CHAQUE JOUR DE NOUVEAUX MÉDECINS SIGNENT CE MANIFESTE

COLLECTIF DE MÉDECINS DU REFUS MÉDICAL DE L'EUTHANASIE

SOIGNER TOUJOURS
Donner la mort jamais

NOUS AFFIRMONS QUE :

1. La personne en fin de vie doit bénéficier de soins médicaux diligents et compétents pour le soulagement de la douleur, des maux et de la souffrance qu'elle éprouve et dont elle souhaite être libérée. Le médecin a l'obligation de déployer à sa demande tous les moyens que lui offre sa profession pour arriver à cette fin.
2. Les volontés du malade qui refuse ou qui veut interrompre des traitements doivent toujours être respectées.
3. Les moyens évolués et modernes de l'approche palliative et les outils thérapeutiques disponibles permettent à toute personne d'être bien soulagée en fin de vie : ces moyens doivent devenir accessibles sur l'ensemble du territoire.
4. Le médecin qui se voit confronté à une situation où une personne sous ses soins, évoluant vers la fin de sa vie, est mal soulagée en dépit de ses meilleures interventions, doit pouvoir obtenir l'aide d'un collègue ou d'une ressource experte en soins palliatifs en vue de mettre en oeuvre des moyens alternatifs visant à soulager le malade de façon optimale.
5. Dans les situations où le malade demeure aux prises avec une souffrance mal contrôlée par les meilleurs outils de la médecine palliative, la sédation est une option utile. Titree jusqu'à l'atteinte du confort du malade, son but est le maintien de sa qualité de vie, comme pour les autres moyens de la médecine palliative.
6. L'acte de provoquer volontairement et directement la mort d'un patient par injection létale ou tout autre moyen ne peut en aucune circonstance être considéré comme un «soin» et est contraire au Code de déontologie du médecin. Tuer la personne qui souffre, même avec la plus grande compassion, n'est pas un soin. Il n'est jamais nécessaire de provoquer la mort d'un patient pour mettre un terme à ses souffrances. La tradition hippocratique vieille de 2400 ans qui interdit l'euthanasie est un critère de civilisation. Elle a pour objectif la protection des faibles, et le maintien du lien de confiance dans la relation médecin-patient. Elle interpelle le médecin, les autres soignants et les proches à travailler avec science et ingéniosité à reconforter et à soulager les malades en créant un climat de solidarité mutuelle. L'interdit de l'euthanasie a été sagement codifié il y a 2400 ans en dépit du fait que c'était à une époque de moyens limités pour soulager le malade; il est ironique de le voir contesté de nos jours, dans un monde médical pourvu d'autant de moyens.
7. L'introduction de l'euthanasie ou du suicide assisté doit aussi être rejetée à cause de l'expérience des pays qui ont commis l'imprudence de les dépénaliser. Elle engendre souvent des problèmes plus graves que ceux qu'on prétendait vouloir régler. Parmi ceux documentés dans la littérature médicale on retrouve :
 - Des taux élevés d'euthanasies sans consentement
 - L'impossibilité de faire respecter les balises instaurées et la procédure de déclaration des euthanasies
 - Des effets dommageables sur la relation médecin-patient
 - Des conflits au sein des équipes soignantes et des familles
8. Les Collèges des médecins doivent continuer d'assumer leur rôle de protection du public et de la vie et appuyer les médecins dans leur quête d'une médecine palliative de qualité et accessible, qui permettra à tout patient d'être bien soulagé durant sa maladie et en fin de vie.

LES MÉDECINS DU COLLECTIF DE MÉDECINS DU REFUS MÉDICAL DE L'EUTHANASIE LANCENT AUJOURD'HUI UN VASTE MOUVEMENT DE SOCIÉTÉ :

NON à la mort provoquée.
OUI, aux soins palliatifs de qualité.

www.soignertoujours.com

FAITES ENTENDRE VOTRE VOIX #tuernestpasunsoin

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Le CV de M. Trudeau



ANDRÉ PRATTE

apratte@lapresse.ca

Lors du débat des candidats à la direction du Parti libéral du Canada, samedi dernier, Marc Garneau a posé à Justin Trudeau la question qui devrait être au cœur des préoccupations des militants libéraux: «Qu'est-ce qui, dans votre CV, vous donne les qualifications nécessaires pour devenir le prochain premier ministre du Canada?» La réponse de M. Trudeau a été peu convaincante. Il a rappelé qu'il avait gagné deux fois dans sa circonscription de Papineau. Si tel était le niveau de compétence exigé, il y aurait des dizaines d'aspirants au poste de premier ministre.

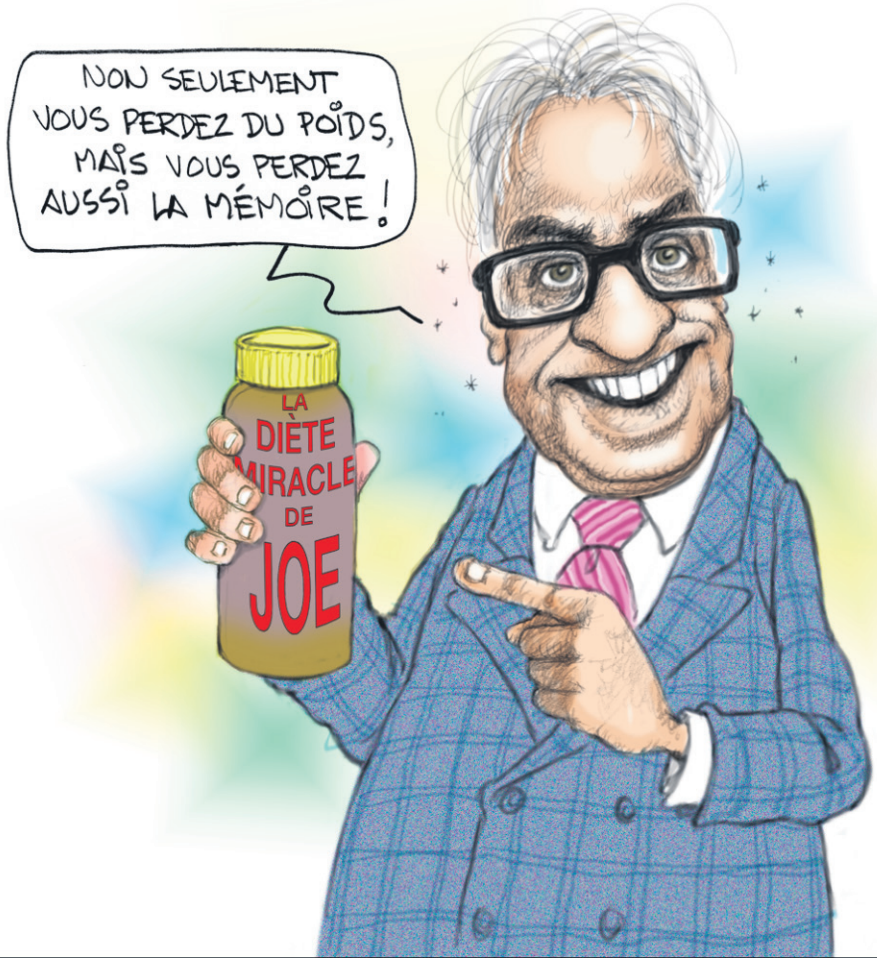
La vraie réponse à la question de M. Garneau est: «Rien.» Rien, dans le parcours de Justin Trudeau, n'indique qu'il a ce qu'il faut pour diriger le pays. Il a été enseignant. Il a été élu député. Et... c'est tout! Il n'y a tout simplement pas de comparaison possible entre ce parcours et celui des précédents chefs libéraux. D'autant plus que depuis son entrée à la Chambre des communes en 2008, il n'a fait aucune contribution significative au débat politique.

Pendant cette campagne à la direction du PLC, M. Trudeau a exprimé quelques généralités sur la nécessité d'un renouveau politique et sur l'importance de

la classe moyenne. Samedi, il a publié un texte plutôt banal sur l'éducation post-secondaire. Il y propose de faire passer de 50% à 70% le taux de diplomation post-secondaire au Canada. Selon lui, «le besoin d'un leadership national est criant» dans ce domaine. Vraiment? Les gouvernements provinciaux se démènent depuis longtemps pour augmenter les taux de diplomation (70% est l'objectif que s'est fixé le gouvernement libéral de l'Ontario en 2010). Il est certes souhaitable qu'Ottawa contribue à cet effort. Mais cela devrait-il être «la principale priorité en matière économique» du gouvernement fédéral, alors que son influence dans ce domaine de compétence provinciale est nécessairement limitée?

Il est incontestable que le charme, la passion et l'idéalisme de M. Trudeau attirent les foules. Sont-ce des qualités suffisantes? «Le leadership, c'est être capable de prendre des décisions très difficiles. Il faut avoir un bagage d'expérience dans lequel puiser, il ne suffit pas d'être un bon orateur», a souligné M. Garneau avec raison. Justin Trudeau a-t-il la maturité et la force de caractère nécessaire pour diriger un parti politique, voire un pays? En l'absence d'un passé plus éloquent, on l'ignore.

Il se peut que les sceptiques soient confondus, que M. Trudeau possède ou développe les qualités de leadership requises. Il reste qu'en le choisissant comme chef, les militants libéraux feraient un saut dans l'inconnu. Les propos de Marc Garneau ont le mérite de leur rappeler à quel point le pari est risqué.

COMMISSION CHARBONNEAU:
JOE BORSELLINO DISCUTAIT PERTE DE POIDS
AVEC FRANK ZAMPINO

DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

LAPRESSE.CA/DEBATS

ENTREVUE ÉDITORIALE

Le Sommet sur l'enseignement supérieur: succès ou échec?

André Pratte en discute avec les chroniqueurs Alain Dubuc et Vincent Marissal



LE BLOGUE DE L'ÉDITO

Le «Harlem Shake»: plaider pour la folie douce!
par Mario Roy

> ENDETTEMENT: L'APRÈS-LUNE DE MIEL
Une opinion à lire en exclusivité à lapresse.ca/debats

L'avertissement



FRANÇOIS CARDINAL

francois.cardinal@lapresse.ca

Plus les efforts environnementaux seront grands, plus le Canada et les États-Unis réussiront à réduire leurs gaz à effet de serre, «mieux nous nous porterons tous», a lancé l'ambassadeur des États-Unis au Canada, David Jacobson, il y a quelques jours.

Le message lancé au gouvernement Harper était limpide: aidez-nous à dire oui au projet Keystone XL, sinon...

Les propos de M. Jacobson, formulés à la suite d'un discours sur l'état de l'Union portant en grande partie sur le climat, ont fait grand bruit à Ottawa, où l'on décortique chaque virgule, chaque propos, chaque intonation du président Obama depuis sa réélection.

On réagit ainsi au quart de tour, on tente de contrer le discours négatif, on essaye de prouver que le Canada a un bien meilleur bilan environnemental que ce qu'en disent les écologistes. Mais on s'en tient, encore et toujours, à quelques phrases creuses qui ne sont pas à la hauteur des nombreux avertissements formulés pas l'administration Obama depuis cinq ans...

Déjà, en 2008, un conseiller à l'énergie du candidat Obama avait souligné l'importance pour le Canada de réduire l'impact des sables bitumineux, sans quoi cette source pétrolière «ne cadrerait pas» avec les objectifs à long terme du futur président.

L'année suivante, au tour du secrétaire américain à l'Énergie, Steven Chu, d'affirmer que le pétrole albertain «mérite d'être exploité d'une façon plus soucieuse de l'environnement», précisant nourrir beaucoup d'espoir dans la technologie verte.

Puis en 2010, une cinquantaine de membres du Congrès s'opposaient à Keystone XL et

des centaines de chefs d'entreprise demandaient à la Maison-Blanche de tourner le dos au pétrole canadien. Des critiques qui s'ajoutaient à la couverture défavorable du *National Geographic* et à la résolution des 1100 membres de la United States Conference of Mayors, qui souhaitaient réduire, voire interdire l'achat d'essence issue des gisements bitumineux.

Et comment ont réagi le gouvernement Harper et les pétrolières? En répétant avec arrogance que le pétrole bitumineux trouvera acheteur ailleurs, plutôt qu'en réduisant véritablement l'impact environnemental des sables bitumineux.

Or voilà manifestement à quoi l'ambassadeur des États-Unis faisait référence, la semaine dernière, lorsqu'il a pris l'initiative de communiquer avec les journalistes canadiens, ce qui conforte la thèse du service commandé de la Maison-Blanche: si Keystone n'a pas encore été approuvé, c'est en grande partie parce que le Canada n'a aucune mesure significative de réduction des gaz à effet de serre, aucune réglementation contraignante pour limiter l'impact des sables bitumineux, aucune volonté de se joindre à la lutte internationale contre les changements climatiques.

Les Américains non plus, il est vrai. Mais en promettant de faire du climat une «mission personnelle» de son second mandat, le président Obama entend clairement en faire plus. Et il aimerait que son bon ami Stephen Harper en fasse autant pour qu'il puisse enfin répondre favorablement au Canada, mais aussi aux États américains, aux syndicats, aux entreprises favorables à Keystone.

Si les grandes organisations écologistes américaines ont réussi à mobiliser une partie de l'opinion publique contre le projet d'oléoduc, c'est parce qu'ils ont réussi à en faire un symbole du laxisme d'Ottawa. La seule façon de répondre, c'est en démontrant que cette fois, enfin, l'avertissement de la Maison-Blanche a été entendu.

OPINION

Fausse route

L'électrification des transports n'est pas la solution pour réduire les émissions de GES au Québec



PIERRE-OLIVIER PINEAU

L'auteur est professeur agrégé à HEC Montréal et spécialiste en politique énergétique.

Pauline Marois n'a pas su résister aux sirènes de l'électrification, qui avaient déjà envoûté Jean Charest.

L'ancien premier ministre avait promu le Plan d'action 2011-2020 sur les véhicules électriques, alors que M^{me} Marois fait de l'électrification des transports «le projet du XXI^e siècle pour le Québec». Si, évidemment, le XXI^e siècle est loin d'être terminé et qu'un tel projet n'est pas à exclure pour plus tard, notre première ministre devrait se préoccuper de priorités plus pressantes: émissions de GES d'ici 2020 et finances publiques. Deux dossiers pour lesquels l'électrification des transports est entièrement contreproductive à court terme.

Le 19 décembre dernier, le gouvernement Marois a publié le plafond d'émissions de GES en 2020, soit 54,7 millions de tonnes (Mt). En 2009, les émissions sujettes à ce plafond étaient de 68,5 Mt, et ces émissions sont restées sensiblement identiques jusqu'à maintenant. La moitié de ces émissions viennent du secteur du transport, majoritairement des automobiles et camions légers (pick-up et VUS).

Cela veut donc dire que nous avons presque 14 Mt de GES à faire disparaître. Si nous devons atteindre ces réductions en enlevant uniquement

des véhicules des routes, ça reviendrait à environ 3,6 millions de voitures à enlever... alors que le parc automobile du Québec est de près de 6 millions de véhicules, et qu'il croît à un rythme de 6% par année!

Les industries et les secteurs résidentiels et commerciaux seront évidemment aussi mis à contribution. Mais il y a des limites à fermer des industries (qui ont déjà réduit de 25% leurs émissions de GES depuis 1990) et à convertir les systèmes de chauffage du gaz naturel à l'électricité, surtout quand le gaz naturel est si bon marché. En somme, pour atteindre le plafond de 2020, il sera inévitable d'enlever au moins 1 ou 2 millions de véhicules des routes... ou de les remplacer par des véhicules électriques.

Les petits véhicules, le covoiturage et les transports en commun sont les principaux éléments de la solution à court terme.

Cette seconde option, qui est la seule discutée actuellement, est pratiquement impossible à réaliser d'ici 2020. Le coût en serait prohibitif, surtout en période de compressions, et les infrastructures ne pourraient pas être prêtes. Même le plan d'action de Jean Charest, qui se présentait comme un plan «ambitieux», ne prévoyait que 300 000 véhicules électriques au Québec en 2020.

De plus, rien dans ce plan ne garantissait que ces véhicules ne s'ajoutent pas au parc

automobile actuel, plutôt que de remplacer des véhicules à essence. Si on n'enlève pas des voitures à combustion, ajouter des véhicules électriques ne réduit en rien les émissions. Par contre, on a plus de congestion et d'accidents, moins de transport actif et toujours des infrastructures routières à entretenir à grands frais.

Les discours d'électrification du transport, à court terme, font surtout l'affaire de l'industrie automobile. En effet, la voiture électrique n'est pas une menace parce qu'elle est chère et moins fonctionnelle. Aussi, elle vient légitimer notre approche actuelle de la mobilité. Or, c'est cette dernière qu'il faut progressivement revoir de fond en comble. Il faut une mobilité qui demande moins d'énergie, moins de capital inutilisé (sous la forme de véhicules stationnés 22 heures sur 24) et qui rend la population plus mobile et plus en forme.

Les petits véhicules, le covoiturage, les transports en commun sont les principaux éléments de la solution à court terme. Seule cette approche peut nous mener à 2020 en réduisant les émissions de GES et les coûts, donc en augmentant la productivité et la richesse de la société québécoise. Sombrier à court terme dans l'électrification des transports ne fera que rendre le choc de notre échec à la lutte contre les changements climatiques plus brutal, tout en accroissant notre dette. Il y a des moyens moins coûteux de se débarrasser de nos surplus actuels d'électricité, et surtout des approches plus efficaces pour réduire les émissions de GES.

À BIEN Y PENSER

DÉBATS

Il se sera passé 17 longues années pour atteindre un dénouement dans l'affaire opposant Claude Robison et plusieurs maisons de production, dont Cinar. Imaginez un instant: 2,5 millions à trouver et 17 ans à subir une justice morbidement lente qui, assurément, vous procurent un stress insupportable à broyer du noir, ainsi qu'une vie bouleversée par les préoccupations financières. Notre belle justice, manifestement, ne digère pas du tout au même rythme qu'elle est nourrie. Trouve-t-on mieux que la justice comme machine à saucisse pour nourrir le cynisme?

— Michel Beaumont, Québec

Des entrepreneures pénalisées

La décision du gouvernement Marois fera mourir des garderies privées et mènera de jeunes femmes d'affaires à la faillite



JANEK THIBAUT
Conjoint d'une propriétaire d'une garderie privée non subventionnée, l'auteur réagit à la lettre intitulée « La business avant les enfants », qui a été publiée vendredi dernier.

Dans votre lettre, vous laissez entendre que les garderies privées non subventionnées souhaitent obtenir des places subventionnées seulement pour s'enrichir. Vous avez tort.

Les garderies privées non subventionnées veulent obtenir des places subventionnées pour répondre aux besoins des parents qui souhaitent légitimement payer moins cher. Cette clientèle est en droit de réclamer ce service de l'État. Les garderies privées non subventionnées réclament ces places, car malgré le crédit d'impôt, elles ne peuvent concurrencer le tarif de 7\$ offert par les CPE.

Les garderies privées non subventionnées cherchent à obtenir ces places pour ne pas disparaître. Comme l'a démontré clairement la protectrice du citoyen, le présent appel d'offres du gouvernement ne fera que transférer des places du privé vers les garderies subventionnées. À terme, le gouvernement Marois n'aura probablement créé aucune nouvelle place en garderie. Il aura simplement déplacé la clientèle des garderies privées non subventionnées vers les CPE. Il aura tout simplement fait mourir des entreprises existantes.

Ces entreprises sont détenues principalement par des entrepreneures qui ont répondu légitimement à une demande sur un territoire. De jeunes femmes qui ont investi les économies de leurs familles dans cette entreprise. Des femmes entrepreneures qui ont obtenu légitimement un permis de garderie et qui



PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

Le PQ et Pauline Marois s'attaquent à des entrepreneures qui travaillent fort pour offrir un service de qualité.

offrent un service de qualité qui répond aux exigences du Ministère et qui satisfait les parents.

En agissant comme il le fait, le PQ ne s'attaque pas au grand capitalisme sauvage. Ni à la grande entreprise privée qui exploite impunément la richesse collective, ou à des entreprises qui profitent de stratégies fiscales sophistiquées pour ne pas payer d'impôt. Non, le PQ s'attaque à de simples entrepreneurs qui travaillent fort pour offrir un service de qualité.

Vous soulignez que deux études confirment que les garderies privées non subventionnées offrent une qualité de service inférieure aux CPE. Vous reprochez aux garderies privées non subventionnées d'avoir un fort taux de roulement de personnel et de ne pas payer adéquatement les

éducatrices. Vous avez bien raison. C'est une réalité que vivent ces garderies. Il est facile de retenir les meilleures éducatrices lorsqu'on a les moyens de les payer. Il est impossible pour une garderie non subventionnée de concurrencer les salaires offerts par les CPE. Les revenus des garderies non subventionnées étant nettement inférieurs au réseau des CPE.

Ma conjointe est propriétaire d'une garderie privée non subventionnée qui accueille 49 enfants. Sur une base annuelle, la différence de revenus avec un CPE de même taille est de 170 000\$. Grâce à cet argent, il serait très facile de payer adéquatement les éducatrices, de favoriser la rétention du personnel et de bonifier notre offre de service.

De votre point de vue, il semble normal que les éducatrices en garderie et que les

directrices de CPE aient de bons salaires. Qu'elles aient le droit de vouloir améliorer leur sort. Il semble que vous refusiez ce droit à un entrepreneur privé. Est-il amoral pour un entrepreneur privé de vouloir atteindre les mêmes niveaux de revenus que les salariées des CPE?

Il m'apparaît évident que le PQ souhaite tout simplement la disparition des garderies privées non subventionnées. Pour des raisons purement idéologiques, le PQ fait preuve d'une orthodoxie qui mènera plusieurs jeunes entrepreneures et leurs familles à la faillite. Des jeunes femmes qui auraient pu travailler dans des CPE, mais qui ont choisi à la place de répondre à une demande que le gouvernement ignorait depuis trop longtemps. Des jeunes femmes qui ont eu le courage de se lancer en affaires et de créer des emplois.

Le tricheur

FRANÇOIS ÉMOND

L'auteur a été directeur de cabinet du ministre des Relations internationales sous le gouvernement Charest de 2008 à 2012.

Le ministre des Relations internationales, Jean-François Lisée, accuse ses prédécesseurs libéraux d'avoir camouflé des dépenses. Cette accusation fautive et diffamatoire doit être corrigée.

J'ai eu l'honneur d'agir à titre de directeur de cabinet pour les ministres Monique Gagnon-Tremblay et Pierre Arcand alors qu'ils étaient titulaires du ministère des Relations internationales. Il s'agit de deux personnes intègres qui ont fait leurs preuves en matière de rigueur budgétaire et de dévouement pour le Québec.

Ni les deux ministres ni leur entourage n'ont ordonné de camoufler des dépenses. La preuve, c'est que toutes les dépenses figurent dans les crédits du Ministère et respectent toutes les règles administratives. Laisser entendre le contraire relève de la diffamation.

Il convient de rappeler que plusieurs types de dépenses doivent être réalisés lorsque les députés et ministres sont appelés à voyager pour représenter le Québec. Ces dépenses sont soit assumées directement par le Ministère (ou le bureau à l'étranger qui organise la mission), soit assumées par les députés et ministres qui obtiennent un remboursement par la suite.

Ni les ministres Monique Gagnon-Tremblay et Pierre Arcand ni leur entourage n'ont ordonné de camoufler des dépenses.

Prétendre que des dépenses ont été « camouflées » parce qu'elles ne sont pas toutes inscrites dans la même colonne du budget est donc carrément malhonnête.

Ce n'est pas la comptabilité libérale qui est créative, mais plutôt l'interprétation péquiste trompeuse qui en est faite. Faut-il d'ailleurs se surprendre de l'utilisation de telles tactiques par un homme politique dont l'objectif consiste à mettre K.O. ses adversaires? Par ailleurs, il est particulièrement inapproprié pour un ministre qui touchait en secret une double rémunération de l'État de critiquer de manière erronée l'administration budgétaire de ses prédécesseurs. Toucher 13 mois de salaire aux frais des contribuables, ça, c'est de la « compatibilité créative ».

Cet exercice du ministre Lisée, plutôt que de relever de la critique budgétaire, ressemble donc plutôt à une vulgaire attaque politique. Cette attitude doit être dénoncée, car elle risque fort de donner l'impression aux contribuables que les sommes affectées aux relations internationales ne sont pas bien gérées, alors qu'il n'en est rien.

Or, il est nécessaire qu'un État comme le Québec investisse dans ses relations internationales. Si on laisse le ministre Lisée faire du pugilat politique trop longtemps avec ce ministère, il pourrait devenir plus difficile de convaincre les contribuables d'y affecter une partie de leurs impôts.

Le danger des diplômés au rabais



MÉLANIE DUGRÉ
Avocate, l'auteur collabore régulièrement aux pages Débats.

J'ai fréquenté la faculté de droit de l'Université McGill de 1996 à 2000. Pendant cette période, plusieurs étudiants qui assistaient à leurs cours dans le grand auditorium ont développé de sévères maux de tête. Informées de la situation, les autorités de la faculté ont d'abord répondu qu'il était impossible d'examiner la cause du problème, faute d'argent. Il aura fallu des moyens de pression et une pétition pour convaincre l'administration de procéder à des vérifications de la qualité de l'air et ultérieurement à un nettoyage des conduits de ventilation.

Pendant mes études, j'ai par ailleurs travaillé comme assistante de recherche en droit des sûretés pour le professeur Roderick MacDonald (oui, le troisième commissaire de la commission Charbonneau). Un homme brillant rempli de vision et d'idées qui, d'un semestre à l'autre, ignorait jusqu'à la dernière minute s'il aurait accès aux budgets nécessaires à la réalisation de

ses projets et à l'embauche de personnel qualifié.

L'actualité des dernières années ne nous ayant pas rapporté de déferlement d'argent public sur nos universités ni d'augmentation significative des droits de scolarité, il est difficile de croire que la situation du financement des universités s'est améliorée depuis l'obtention de mon diplôme.

À l'instar de l'industrie de la construction et de la classe politique qui sont secouées par des scandales de corruption, le milieu universitaire possède sa part du

peut être indéfiniment freinée par l'épineux affrontement gel/gratuité. Tôt ou tard, le niveau du débat devra être rehaussé puisque les enjeux réels dépassent largement l'aspect financier.

Ce n'est pas tout de permettre à un maximum d'étudiants de fréquenter l'université à un coût raisonnable; il est aussi fondamental de se questionner sur la qualité et la valeur des diplômes remis par nos institutions universitaires québécoises. La babiole du magasin au rabais est certes peu coûteuse, mais sa réputation et

financière et institutionnelle de nos universités chasse des professeurs et chercheurs de renom qui, bien souvent, ont été formés chez nous. Le recrutement et la rétention de personnel qualifié, lequel attire en retour des étudiants de calibre intéressant, sont incontournables si le Québec souhaite être compétitif et donner un sens à l'enseignement supérieur dispensé dans ses universités.

Il faut malheureusement admettre que le climat actuel ne constitue pas notre meilleur argument de vente, d'où l'importance de ce sommet.

Ce n'est pas tout de permettre à un maximum d'étudiants de fréquenter l'université à un coût raisonnable; il est aussi fondamental de se questionner sur la qualité et la valeur des diplômes remis par nos institutions universitaires.

gâteau d'histoires choquantes de dilapidation de fonds et d'allocations de dépenses injustifiables qui entretiennent le cynisme de la population et nourrissent la progne des associations étudiantes. S'il est essentiel d'aborder ces questions et d'exiger plus de transparence et de responsabilité de la part des universités, la discussion sur l'avenir de nos institutions ne

sa durabilité ne valent guère plus. Il faudrait éviter que nos diplômes universitaires subsistent la même évaluation.

La qualité de l'enseignement supérieur, sujet malheureusement dilué dans la sève du printemps érable, devra donc être au cœur des échanges lors du sommet. Si le recours à des praticiens et des chargés de cours reste valable, il serait regrettable que la précarité

Enfin, il est dommage que l'ASSÉ refuse de décoller son nez de son nombril et de regarder la situation à travers la lorgnette de l'avenir. Pendant qu'elle persiste à vouloir descendre dans la rue pour taper du pied et frapper sur des casseroles, le reste du Québec a décidé d'aller de l'avant et, seule sur le quai, elle pourra au moins dire qu'elle a vu le train passer...

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453
www.lapresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS 514.285.6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES 514.285.7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ 514.285.6931

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de La Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse. Bénédict du siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

SI VOUS NE

POUVEZ Y ÊTRE,

PARTAGEZ L'ÉCRAN.

Le BlackBerry® Z10 avec partage d'écran BBM^{MC} Video.



Le nouveau et révolutionnaire BlackBerry Z10 vous permet de discuter face à face et de partager tout ce qui se trouve sur votre écran.

blackberry.com

 **ROGERS**^{MC}

 **BlackBerry**[®]

Allez de l'avant

Images d'écran simulées. *Appareils BlackBerry® 10 compatibles, connexion Wi-Fi®, 4G ou HSPA+ requise. © 2013 BlackBerry. Tous droits réservés. BlackBerry®, et les marques commerciales, noms et logos associés, sont la propriété de Research In Motion Limited et sont déposés et/ou utilisés aux États-Unis et dans d'autres pays du monde. Toutes les autres marques de commerce sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.